

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2012 B 18797 Numéro SIREN : 379 617 822 Nom ou dénomination : ALTITUDE
--

Ce dépôt a été enregistré le 28/07/2021 sous le numéro de dépôt 74570

Certifié conforme
à l'original

ALTITUDE
Comptes consolidés
Exercice clos le 31.12.2020

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

En KC :	Notes :	31/12/2020		31/12/2019	
		Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé					
Ecart d'acquisition	11	2 390	1 024	1 366	1 500
Immobilisations incorporelles	12	101 168	23 011	78 157	42 673
Immobilisations en concession	13	199 750	27 720	172 030	87 363
Immobilisations corporelles	14	313 469	19 710	293 759	123 583
Immobilisations financières	15	64 751	14 420	50 330	41 397
Total Actif Immobilisé		681 528	85 886	595 642	296 516
Stocks et encours	16.1	65 363	0	65 363	56 676
Clients et comptes rattachés	16.2	105 477	12 766	92 711	78 413
Autres créances et comptes de régularisation	16.3	178 220	26 634	151 586	78 723
Impôt différé actif	10.2	1 116		1 116	1 180
Valeurs mobilières de placement	17	11 265		11 265	20 760
Disponibilités	17	303 255		303 255	172 718
Total Actif		1 346 224	125 286	1 220 939	704 988
Capital	18			513	513
Primes liées au capital				8 734	8 734
Réserves				60 974	47 841
Subventions				22 854	20 821
Résultat de l'exercice				34 415	22 542
Autres				0	0
Total Capitaux Propres part du groupe				127 489	100 450
Intérêts hors groupe				14 042	4 116
Provisions	19			7 172	5 748
Comptes courants des associés majoritaires				5 095	5 525
Comptes courants des associés minoritaires				9 217	5 498
Emprunts et dettes financières (*)	20			553 861	338 369
Fournisseurs et comptes rattachés	16.2			326 606	159 516
Autres dettes et comptes de régularisation	16.3			177 456	85 766
Total Passif				1 220 939	704 988

(*)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes projet sans recours actionnaire	378 500	211 960
Dettes corporate	175 361	126 408
Total emprunts et dettes financières	553 861	338 369

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

<i>En K€ :</i>	Notes :	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	4	241 637	219 859
Production immobilisée intragroupe	5	222 610	96 316
Autres produits d'exploitation	5	44 499	29 518
Achats consommés		-394 335	-256 187
Charges de personnel	6.2	-61 036	-50 142
Autres charges d'exploitation		-4 052	-2 543
<i>EBITDA (*)</i>		49 324	36 821
Impôts et taxes		-4 647	-2 830
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	7	-25 776	-16 781
Résultat d'exploitation		18 902	17 211
Charges et produits financiers	8	-6 201	-3 960
Résultat courant des sociétés intégrées		12 701	13 251
Charges et produits exceptionnels	9	43 383	21 217
Participation des salariés		-3 291	-1 687
Impôt sur les bénéfices	10	-14 766	-7 762
Résultat net des entreprises intégrées		38 027	25 020
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	11	-49	-406
Résultat net de l'ensemble consolidé		37 978	24 614
Intérêts minoritaires		3 563	2 072
Résultat net (part du groupe)		34 415	22 542
Résultat par action (en K€)		67,10	43,95
(*)			
EBITDA Projet		31/12/2020 -9 520	31/12/2019 -8 813
EBITDA Corporate		58 844	45 634
Total		49 324	36 821

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

<i>En KC :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net total consolidé	37 978	24 614
Ajustements		
Elim. des amortissements et provisions	26 347	17 640
Elim. de la variation d'impôt différé	64	444
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-42 838	-2 298
Total marge brute d'autofinancement	21 551	40 400
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	165 684	26 658
Flux de trésorerie générés par l'activité (1)	187 235	67 058
Incidence des variations de périmètre	45 131	-838
Acquisition d'immobilisations*	-332 195	-145 757
Variation BFR Investissement	6 403	3 227
Acompte sur cession d'immobilisations		
Cession d'immobilisations	536	9 223
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-280 125	-134 145
Augmentation de capital		
Augmentations (réductions) de comptes courants hors groupe	1 000	-9 856
Emission d'emprunts	258 323	184 326
Remboursement d'emprunts	-43 954	-13 636
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		
Dividendes payés aux minoritaires	-2 559	
Cession (acq.) nette actions propres		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	212 810	160 834
Incidence de la variation des taux de change		
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de trésorerie	119 920	93 747
Trésorerie d'ouverture cf note 17	188 326	94 579
Trésorerie de clôture cf note 17	308 245	188 326
<i>* dont subventions d'investissements</i>	<i>3745</i>	<i>3157</i>

- (1) L'année 2020 est marquée par une forte progression des flux de trésorerie générés par l'activité, passant de 67 058K€ à 187 235K€, traduisant la progression de l'activité en 2020.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Libellés (K€)	Groupe	Hors Groupe	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2019	100 450	4 116	104 566
Distribution de dividendes		-2 559	-2 559
Augmentation de capital			
Résultat 2020	34 415	3 563	37 978
Variation de périmètre	116	-604	-488
Actions propres			0
Variation des subventions d'investissements	997	1 036	2 033
Correction partage groupe minoritaires sur subventions d'investissements	-8 490	8 490	0
Autres			0
Capitaux propres au 31/12/2020	127 489	14 042	141 531

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTES ANNEXES

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020.....	3
TABEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020	4
TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
1 Faits majeurs de l'exercice.....	9
2 Principes et méthodes comptables	14
2.1 Règles et méthodes comptables.....	14
2.2 Entités ad hoc	15
2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés	15
2.4 Recours à des estimations.....	15
2.5 Regroupements d'entreprises	15
2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères	16
2.7 Immobilisations incorporelles	16
2.8 Délégation de service public	17
2.9 Immobilisations corporelles	18
2.10 Contrats de location	18
2.10.1 Location-financement.....	18
2.10.2 Location simple	19
2.11 Participations et autres immobilisations financières	19
2.12 Stocks et en-cours	19
2.13 Valeurs mobilières de placement.....	19
2.14 Créances	19
2.15 Impôt différé	19
2.16 Engagements envers les salariés	21
2.17 Provisions	21
2.18 Fournisseurs et autres créditeurs	21
2.19 Chiffre d'affaires	22
2.20 Résultat net par action	22
3 Périmètre de consolidation	22
4 Chiffre d'affaires	27
5 Autres produits.....	27
6 Personnel	28
6.1 Effectifs	28
6.2 Charges de personnel	28
7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	29
8 Résultat financier.....	29
9 Résultat exceptionnel	30
10 Impôts sur les résultats	31

10.1	Charge d'impôt.....	31
10.2	Actifs et Passifs d'impôts différés	32
11	Goodwill net.....	32
12	Immobilisations incorporelles nettes.....	33
13	Immobilisations mises en concession	34
14	Immobilisations corporelles nettes	35
15	Immobilisations financières nettes	36
16	Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement.....	37
16.1	Stocks et encours	37
16.2	Créances et dettes d'exploitation	37
16.3	Autres créances et autres dettes d'exploitation	37
17	Trésorerie et équivalents de trésorerie	38
18	Capitaux propres consolidés	38
19	Provisions	39
20	Emprunts bancaires et passifs financiers.....	39
21	Engagements hors bilan	40
22	Événements postérieurs à la clôture de l'exercice	46

1 Faits majeurs de l'exercice

ALTITUDE SAS :

Compte tenu de la crise sanitaire, l'entreprise a massivement recouru au télétravail, sans toutefois perturber l'activité.

Altitude SAS a souscrit à un prêt garanti par l'état d'un montant de 600K€.

ALTITUDE a acquis en 09/2020 un ensemble immobilier au 23 Rue de l'Arcade à Paris afin d'y accueillir son siège social début 2021 après la réalisation de travaux de rénovation.

SOUS GROUPE ALTITUDE INFRA :

L'année 2020 a été très riche en termes de développement pour le groupe Altitude Infra.

Appels d'offre et contrats de DSP

Sur le plan des appels d'offre, Altitude Infra via sa filiale AITHD a réussi une percée spectaculaire dans la région Bourgogne Franche Comté, en signant le 5 février 2020 un contrat de Délégation de Service Public avec le département de l'Yonne (déjà annoncé en 2019) et en se voyant également attribué le marché d'affermage du Doubs et le marché affermo-concessif du Jura.

Le marché de l'Yonne prend la forme d'un projet concessif FttH de 30 ans visant à couvrir 100% des Icaunais d'ici 3 ans, soit 120 000 nouvelles prises à déployer. La société Yconik qui porte le contrat est détenue à 100% par AITHD, et a levé son financement le 13 février, avec pour la première fois dans l'histoire d'Altitude Infra des acteurs bancaires européens au premier tour de financement, en plus de partenaires habituels.

Altitude Infra, via sa filiale Altitude Infrastructure (AI SAS), était titulaire d'un contrat de Régie avec le syndicat mixte du Doubs, qui arrive à terme en septembre 2021. En 2020, AI THD a racheté à Altitude Infrastructure (AI SAS) la société Doubs La Fibre, titulaire de ce contrat, et a par ailleurs gagné le marché d'affermage des 120,000 prises du département, dont quasiment 80,000 seront construites au démarrage du contrat de DSP. Ce marché est conclu pour une durée de 15 ans. Ce succès témoigne de l'excellente relation nouée avec la collectivité, et de la reconnaissance d'Altitude Infra sur ses compétences de gestionnaire de réseaux.

Pour être complet sur le développement commercial en Bourgogne Franche Comté, le département du Jura a également alloué 87,000 prises en concession et 50,000 prises en affermage dans un contrat de DSP au Groupe Altitude Infra, sur une durée de 30 ans, parachevant une année de conquêtes dans cette région.

Le groupe Altitude Infra, via sa filiale Altitude Infra Construction, a également remporté un marché de travaux dans le département de la Manche, où le groupe est déjà présent depuis 2015 à travers un contrat de DSP d'affermage, venant à nouveau témoigner de l'excellente relation entre le groupe et la collectivité. Ce marché consiste en la conception et la construction de 186 000 prises (101 000 prises en tranche ferme et 85 000 prises en tranche optionnelle).

Financements, croissance externe et capacité de développement

Sur le plan des financements, l'actualité a également été chargée en 2020 avec, en plus du financement de l'Yonne déjà évoqué, la signature du financement des AMELs (Côte d'Or et Landes, marchés gagnés en 2019) en décembre 2020 au sein d'une société Holding.

Pour un financement de plus de 260 millions d'euros, ce financement représente une innovation à plusieurs titres pour Altitude Infra : premier financement de réseaux propriétaires, réalisé en Hard mini perm, avec un CRFP avoisinant les 100 millions d'euros, entièrement couvert par des garanties émises par un pool de banques emmenés par 3 co-arrangeurs, dont un acteur qui entre en relation pour la première fois avec Altitude Infra.

AITHD a également signé avec un investisseur en dette de premier plan un financement en dette mezzanine, en 2 tranches, pour un total de 245 millions d'euros, permettant d'assurer le développement d'AITHD et sa capacité à injecter les fonds nécessaires dans les projets gagnés.

En février 2020, Altitude Infrastructure Holding (AIH) a racheté à AITHD les parts de la société Halié (filiale détenue à 100%).

Halié a par la suite procédé à une augmentation de capital de 25 millions d'euros, puis en juin 2020, a racheté le fonds de commerce Kosc Télécom pour un montant total de 14 millions d'euros.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du développement du Groupe, pour qui la fibre professionnelle représente un relais de croissance substantiel et qui permettra ainsi d'augmenter le chiffre d'affaire Wholesale au-delà de ce qui est déjà généré par les Réseaux d'Initiative Publique.

Un plan d'investissement est d'ores et déjà prévu pour rendre l'offre de Kosc Télécom la plus performante et compétitive possible.

Enfin, la capacité de développement d'AITHD a été encore renforcée avec l'arrivée au capital d'un investisseur minoritaire, UBS AM, qui a pris en 2020 5,71% du capital, et a annoncé son intention de pouvoir investir en complément jusqu'à 250 millions d'euros par augmentation de capital dans AITHD, à partir de 2021.

Cette opération a entraîné de facto la dilution d'AIH dans le sous-groupe AITHD, portant ainsi sa participation de 100% à 94,29%. L'impact de cette dilution s'est fait sur la base des comptes d'AITHD et de ses filiales au 31 décembre 2020 et s'est traduite par une plus-value exceptionnelle consolidée de 45,6 millions d'euros (cf §9 Résultat exceptionnel).

Déploiement et commercialisation des réseaux

Le déploiement s'est accéléré en 2020, malgré la crise sanitaire (cf paragraphe ci-après), avec la livraison par le constructeur de plus de 481,000 prises, dont 372,000 nouvelles prises commercialisables, en particulier sur les réseaux de Rosace et Losange, qui figurent régulièrement dans le Top 3 de l'indicateur Tactis de suivi du déploiement de la fibre dans les RIP.

L'année 2020 est également une année cruciale pour les réseaux d'AITHD puisque tous les opérateurs commerciaux d'envergure nationale (OCEN – soit Orange, SFR, Bouygues et Free) étaient présents depuis le début de l'année. En particulier, Free, ayant mis en place sa structure IFT (Investissement dans la Fibre des Territoires) pour investir en cofinancement sur les RIP, a été un acteur particulièrement actif de la commercialisation en 2020. Orange a été également très mobilisé pour convertir ses clients ADSL et faire de la conquête de

nouveaux clients sur nos réseaux. Ainsi, ce sont plus de 169,000 nouveaux clients en 2020 pour les réseaux d'AITHD, ce qui correspond à un doublement de notre parc client par rapport à fin 2019, faisant ainsi passer le taux de pénétration (rapport entre le nombre de clients et les prises ouvertes à la commercialisation) de 20% à fin 2019 à près de 32% à fin 2020.

L'année 2020, qui a été singulière pour les équipes d'Altitude Infra comme pour tous en France et dans le monde, a également permis de mettre en exergue l'importance, désormais cruciale, des questions de fracture numérique. Ainsi, au-delà d'usages purement récréatifs chez soi, le sujet du débit est devenu une préoccupation pour beaucoup de concitoyens obligés de télétravailler, et pour lesquels la fibre constitue une réponse pertinente à ces besoins croissants.

Impact de la crise sanitaire

L'apparition de la Covid-19 au cours de l'année 2020 a impacté le niveau d'activité de l'ensemble des sociétés du groupe AITHD, notamment lors du confinement intervenu de mars à mai pendant lequel les actions de commercialisations ont été perturbées (équipe commerciale en Télétravail, annulation des réunions publiques, annulation des actions réalisées auprès des entreprises). Toutefois, l'organisation mise en œuvre au cours de cette période a permis de maintenir la partie de l'activité liée à l'exploitation-maintenance du réseau (production et raccordements, facturation, recouvrement...).

La deuxième période de confinement intervenue en novembre n'a quasiment pas impacté l'activité puisque l'ensemble des activités de commercialisation et d'exploitation ont été maintenues.

Le Groupe Altitude Infra n'a pas eu recours aux PGE mais a bénéficié de reports d'échéances de 6 mois sur certains emprunts, pour un montant total de 4,4 millions d'euros. La durée de ces emprunts a été allongée de 6 mois en fin de contrat.

LINKT Holding et ses filiales :

La société LINKT a engrangé 19 millions de prises de commandes sur l'exercice 2020, témoignant d'une bonne résistance dans cette année marquée par la pandémie mondiale.

Ces contrats d'abonnement, majoritairement signés sur 3 ans, garantissent à Linkt ses revenus des prochaines années.

L'entreprise a dû s'adapter, et l'agilité de ses équipes, la relation de proximité avec ses clients et le caractère vital pour les entreprises des services de télécommunications de maintenir leur activité malgré les mesures fortes de télétravail, lui ont permis de maintenir une croissance soutenue.

La notation financière solide de la majorité des clients Linkt nous permet d'envisager sereinement les prochaines années dans un contexte de reprise qui reste à construire pour l'économie française.

Après 4 ans d'activité marquée par une croissance remarquable, le sous-groupe LINKT dégage en 2020 un EBITDA positif à hauteur de 3,9 millions d'euros.

LINKT a confirmé en 2020 sa capacité à convaincre les sociétés du CAC 40 à souscrire à son offre de services télécoms, grâce à la conquête de nouveaux clients mais aussi en faisant croître le nombre de services vendus aux clients déjà en parc.

Par ailleurs Linkt a terminé en 2020 trois grandes phases de son développement :

- L'augmentation de capacité de son réseau de collecte national pour accompagner la croissance du parc client et la sécurisation de la partie Sud de ce réseau, afin de garantir et maîtriser la qualité de service attendue par les clients Entreprises ;
- La mise en place de collecte régionale pour optimiser sa structure de coûts tout en améliorant la qualité du service rendu ;
- La bascule de 100% des commandes dans l'ERP mis en service en 2019. Ceci permet de bénéficier de l'ensemble des logiciels et process développés pour optimiser l'efficacité opérationnelle, la qualité de déploiement, la réactivité et réduire les délais entre commande et facturation.

LINKT a souscrit à un prêt garanti par l'état d'un montant de 10,3 millions d'euros.

SOUS GROUPE VILLAS Ginkgos – Bien vivre chez soi :

Les 4 établissements exploités par le groupe VILLAS GINKGOS ont dégagé un résultat net positif en 2020 malgré la crise sanitaire qui a diminuée certains postes de chiffre d'affaires.

Les capitaux propres augmentent de 290K€ pour représenter en fin d'exercice environ 56% du total bilan.

Le développement du groupe VILLAS GINKGOS s'est accéléré en 2020 avec la signature de trois baux en l'Etat Futur d'Achèvement dans les villes de Bourges, Toulouse et Rouen, à travers les filiales VILLAS GINKGOS LE BILOBA, VILLAS GINKGOS LES OLIVIERS et VILLAS GINKGOS LES ERABLES.

La société VILLAS GINKGOS BIEN - VIVRE CHEZ SOI avait constitué un groupe d'intégration fiscale au 1er janvier 2017, composé d'elle-même et des sociétés VILLAS GINKGOS IMMOS, VILLAS GINKGOS LES ALISIERS, VILLAS GINKGOS LE CLOS SAINT JEAN et VILLAS GINKGOS BONNE FONTAINE.

Les filiales VILLAS GINKGOS BELLES RIVES, VILLAS GINKGOS LES AMANDIERS, VILLAS GINKGOS LES ERABLES et VILLAS GINKGOS LES DEMEURES YONNAISES ont été intégrées au groupe au 1er janvier 2018 ; les filiales VILLAS GINKGOS LE BILOBA et VILLAS GINKGOS PROJET 3 ont été intégrées au groupe au 1er janvier 2019.

Les filiales VILLAS GINKGOS LES FIGUIERS, VILLAS GINKGOS LES LAURIERS et VILLAS GINKGOS LES OLIVIERS ont été intégrées au groupe au 1er janvier 2020.

Le sous-groupe VG n'a pas eu recours aux PGE mais a bénéficié de certains reports d'échéances de prêts entre avril et août 2020, entièrement remboursés en septembre 2020.

ALTEAME (ex-ALTITUDE Lotissement) :

La société ALTEAME a opéré en 2020 une numérisation du parcours client de manière à maintenir une activité optimale pendant les phases de confinement et de distanciation sociale. La communication de l'entreprise a été réorientée sur les médias numériques notamment les réseaux sociaux pour mieux cibler sa prospection commerciale.

Dans un souci d'optimisation de l'effort commercial, l'entreprise a mis en œuvre des mesures visant à diminuer le taux d'annulation des réservations avec succès, celui-ci ayant été divisé par 3.

ALTEAME termine une année record de signature de promesse de vente (enjeux majeurs des aménageurs) avec 12 nouvelles opérations pour 244 lots de terrains à bâtir à commercialiser dans les années à venir.

ALTEAME a souscrit à un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 774K€.

SOUS GROUPE CAP HORN :

La société Cap Horn Promotion a livré sur l'exercice :

1 logement collectif à Mont-Saint-Aignan, Chemin de Clères ;

2 logements collectifs à Bois Guillaume Rue Vittecoq.

La société Cap Horn Promotion a cédé 10 terrains situés à St Aubin Celloville sur le programme Villa Sellonis.

Les sociétés Le Havre Levis Strauss, Roncherolles, Rouen Rue Bouvreuil, Villa Tibure et Villa Cornélia (entité non consolidée) ont fait l'objet d'une dissolution amiable au cours de l'exercice 2020.

Cap Horn Promotion a cédé 249 titres de la SCCV Rouen palais des Consuls au profit de Crédit Agricole Immobilier.

Cap Horn Participations a cédé 1 titre de la SCCV Rouen Palais des Consuls au profit de Crédit Agricole Immobilier.

Cap Horn Promotion a souscrit un Prêt Garanti par l'Etat à hauteur de 1,5 millions d'euros.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés de la société ALTITUDE SAS, ci-après le « Groupe » sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France, telles que définies par le règlement 99-02 du CRC du 29/04/99.

Ils ont été établis à partir des comptes de la société ALTITUDE SAS et de ses filiales arrêtés au 31 décembre 2020 pour une période de 12 mois, sauf pour les sociétés acquises ou constituées sur l'exercice 2020.

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les filiales dont la société ALTITUDE SAS détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote ont été consolidées en intégration globale.

Les intérêts minoritaires négatifs des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont été reclassés, conformément au règlement 99-02 du CRC, dans les capitaux propres part du groupe. Si, ultérieurement, l'entreprise consolidée réalise des bénéfices, les intérêts majoritaires sont alors crédités de tous ces profits jusqu'à ce que la partie des pertes imputables aux intérêts minoritaires que le groupe avait assumé ait été totalement éliminée.

A ce titre, les pertes nettes revenant aux minoritaires du sous-groupe LINKT, soit -1 607K€ pour 2020 ont été imputées sur le résultat revenant au groupe.

Au 31 décembre 2020, le cumul de l'excédent des résultats déficitaires revenant aux minoritaires du sous-groupe Linkt et imputés sur les résultats revenant au groupe s'élève à - 3 873K€.

Le groupe ne supporte à ce jour plus aucune perte imputable aux intérêts minoritaires sur le sous-groupe AIH.

Il a été décidé de comptabiliser les subventions d'investissements en capitaux propres. En effet, les sociétés exploitant les délégations de service public bénéficient de subventions, définitivement acquises à la date d'octroi des subventions.

Les subventions d'investissements rattachées aux immobilisations amortissables sont reprises en résultat d'exploitation au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Les comptes courants des associés minoritaires de la Caisse des dépôts et Consignation dans la société Alto et d'UBS AM dans la société AITHD sont bloqués dans le cadre des financements levés sur ces entités, et sont comptabilisés en comptes courants des associés minoritaires bloqués.

Le remboursement du principal pourra commencer, pour Alto, à partir du remboursement intégral du CRFP (soit à partir de mars 2023) et, pour AITHD, à partir du remboursement intégral de la dette junior (soit au plus tard à compter de novembre 2027).

2.2 Entités ad hoc

Les entités au sein desquelles :

- (i) La société ALTITUDE SAS exerce directement ou indirectement un contrôle en substance
- (ii) La société ALTITUDE SAS bénéficie des avantages de l'entité

Sont réputées être contrôlées exclusivement par la société mère et, à ce titre, sont intégrées globalement.

2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique.

2.4 Recours à des estimations

Pour établir ses comptes la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés (2.16), les immobilisations incorporelles (2.7), les provisions (2.17) et les impôts différés (2.15).

2.5 Regroupements d'entreprises

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à la valeur d'utilité. Les biens non destinés à l'exploitation sont estimés à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement linéaire pour une durée qui dépend des conditions propres à chaque acquisition. Le détail de ces écarts d'acquisition est présenté au paragraphe 11.

Par ailleurs, en application du règlement ANC 2015-06, il a été décidé de maintenir le plan d'amortissement antérieur pour tous les écarts d'acquisition.

2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères

Les créances et dettes libellées en devises, dans un premier temps sont converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

2.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et correspondent pour l'essentiel à :

- Des concessions, brevets et droits similaires qui font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'exploitation lorsqu'elle est connue.
- Des logiciels amortis linéairement sur une durée de 12 mois.
- Des fonds de commerce.
- Des frais d'établissement : ces frais sont composés de frais d'enregistrement et ont été maintenus en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. L'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif).
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu.
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté significativement durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement.
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions.
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la

clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, nette de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par la direction opérationnelle concernée.

Dans la mesure où la valeur nette comptable est inférieure à la valeur actuelle, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Les provisions correspondant aux pertes pérennes de valeur sont irréversibles.

2.8 Délégation de service public

Différentes filiales sous contrôle exclusif sont titulaires de contrats de délégation de service public (DSP) portant sur le déploiement, l'activation et l'exploitation de réseaux départementaux très haut débit.

Ces contrats de délégation de service public font l'objet :

- D'investissements initiaux permettant l'implantation et le déploiement d'une infrastructure très haut débit. Ces investissements font l'objet d'un amortissement tel que prévu au contrat de délégation de service public ou à défaut sur la durée d'exploitation du contrat de délégation de service public.
- D'investissements pendant l'exécution du contrat de DSP. Ces investissements résultent d'une obligation contractuelle prévue dans le contrat de délégation de service public. Ils ont pour objectif de garantir la qualité du service assuré par le fermier.
- Ces investissements constituent des biens de retour qui reviennent en fin de contrat de DSP à la collectivité gratuitement pour les biens amortis et moyennant versement d'une indemnité pour les biens non amortis (correspondant à la valeur nette comptable déduction faite de la part de subvention d'investissement non reprise au compte de résultat). Le montant de ces investissements pourra évoluer, notamment à la baisse, en fonction de l'évolution du plan d'affaire de chaque contrat et sous réserve du respect de l'équilibre économique de la délégation.
- Du versement par la collectivité d'une subvention d'investissement initiale destinée à financer une quote-part de l'infrastructure. Cette subvention est reprise en résultat au même rythme que l'amortissement des investissements financés par cette subvention.

Les DSP sont amorties sur la durée du contrat.

Les durées des DSP sont les suivantes :

- Net Grand Rodez : 16 ans
- Net 55 : 12 ans
- Net 48 : 7 ans
- THD83 : 20 ans
- Vannes Agglo : 25 ans
- Résoptic : 25 ans
- Manche Fibre : 20 ans
- Doubs : 6 ans
- Eurek@ : 5 ans
- THD06 : 15 ans
- Emeraude THD : 15 ans
- THD 66 : 15 ans
- Fibre 31 : 25 ans
- Octogone Fibre : 30 ans
- Yconik : 30 ans

2.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|-----------------------------------|-------------|
| - Constructions : | 20 à 25 ans |
| - Agencements des constructions : | 6 à 25 ans |
| - Installations techniques : | 6 à 15 ans |
| - Matériel informatique : | 3 ans |
| - Mobilier de bureau : | 8 ans |
| - Matériel de transport : | 4 ans |

2.10 Contrats de location

2.10.1 Location-financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'appréciation de ces contrats sont fondés notamment sur :

- Le rapport entre la durée de location des actifs et leur durée de vie.
- Le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé.
- L'existence d'un transfert de propriété à l'issue du contrat de location.
- L'existence d'une option d'achat favorable.
- La nature spécifique de l'actif loué.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant. Aucun contrat de ce type n'a été contracté.

2.10.2 Location simple

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

2.11 Participations et autres immobilisations financières

Les participations non consolidées et les créances rattachées font l'objet d'une dépréciation si celle-ci est jugée nécessaire.

2.12 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat connu.
Une éventuelle provision pour dépréciation est constituée pour couvrir tout excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur nette de réalisation ou en l'absence de perspective d'utilisation.

En ce qui concerne les opérations à long terme de promotion immobilière, c'est la méthode de l'achèvement qui est retenue.

Par ailleurs, les coûts de commercialisation directement imputables ainsi que les charges financières sont incorporés dans le prix de revient des actifs stockés.

2.13 Valeurs mobilières de placement

Les VMP sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.14 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement est inférieure à la valeur comptable.

2.15 Impôt différé

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs, et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Au 31 décembre 2020, les déficits fiscaux du groupe fiscal et des autres sociétés du groupe n'ont pas été activés.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale.

Au 31 décembre 2020, les impôts différés sont calculés au taux de 26.5%.

Périmètre d'intégration fiscale AIH :

Au 1^{er} janvier 2009, un périmètre d'intégration fiscale au sein du groupe a été créé avec pour société mère, la société ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING.

Au 31 décembre 2019, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Altitude Infrastructure Exploitation, Altitude Infrastructure, Altitude Infrastructure Construction, Altitude Infrastructure THD, Net Grand Rodez, Doubs la Fibre, Eureka, Octogone, Calliope, Yconik, Erato, Sobo, Bara, Fuji, Ordos, Fibre 85, Fibre 21, Fibre 40, Halié, Ludinys, Menippe, Oénoé et Salmacys.

Sur l'exercice 2020, compte tenu de la cession de 5,71% de ses parts à un actionnaire minoritaire sur l'exercice 2020, la société Altitude Infrastructure THD ainsi que ses filiales Octogone, Calliope, Yconik, Erato, Sobo, Bara, Fuji, Fibre 85, Fibre 21, Fibre 40, Doubs la Fibre, Ludinys, Menippe, Oénoé et Salmacys sont sorties du périmètre d'intégration fiscale d'Altitude Infrastructure Holding au 1^{er} janvier 2020.

Périmètre d'intégration fiscale ALTO :

Au 1^{er} janvier 2018, un second périmètre d'intégration fiscale a été créé au sein du sous-groupe AIH avec pour société mère la société ALTO.

Au 31 décembre 2019, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Manche Fibre, Provence Alpes Connect, THD 06, THD 83 et Vannes Agglo Numérique.

À la suite du rachat en 2019 par Alto de 9% des intérêts minoritaires de Résoptic, portant ainsi sa détention dans l'entité à 100%, Résoptic a intégré le périmètre d'intégration fiscale d'Alto au 1^{er} janvier 2020.

Contrôles fiscaux :

Au 31 décembre 2020, il n'y a pas de vérification de comptabilité en cours sur les entités du groupe et tous les litiges ou discussions en cours avec l'administration fiscale ont été levés.

2.16 Engagements envers les salariés

Les salariés du Groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme :

- Soit de versements de cotisations à des organismes indépendants (compagnies d'assurances) chargés d'effectuer le paiement de ces pensions ou indemnités ;
- Soit de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Dans une optique d'amélioration de la qualité de l'information, nous avons mis en place un calcul actuariel de notre provision pour engagements de retraite à compter de l'exercice 2019, qui prend en compte :

- La probabilité de présence dans l'entreprise du participant jusqu'à l'âge du versement de la prestation (âge de départ en retraite retenu de 65 ans) :
 - Nous avons utilisé les tables de mortalités de l'Insee pour prendre en compte les hypothèses de décès
 - Nous avons utilisé des taux de turnover spécifiques à chaque société et à trois classes d'âge différentes pour prendre en compte les hypothèses de départ du Groupe
- L'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation, basée sur le taux du marché correspondant aux taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie, soit un taux de 0,33%.

2.17 Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Compte tenu du fait qu'il existe un risque élevé, l'année suivant la livraison d'un programme immobilier, d'effectuer des travaux complémentaires, les coûts de revient des programmes tiennent compte, le cas échéant, d'une provision SAV (service après-vente).

2.18 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur valeur nominale.

2.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- La preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- La livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- Le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété.

Les revenus provenant du déploiement d'infrastructures et ou de réseaux haut débit et très haut débit sont constatés au fur et à mesure de l'avancement des installations.

2.20 Résultat net par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par le Groupe de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le « Résultat net – Part du Groupe » par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives prorata temporis à compter de la date d'émission.

3 Périmètre de consolidation

Le tableau ci-après fournit, pour les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation des exercices présentés, les renseignements suivants :

- Le pays dans lequel elles sont constituées ;
- Le lieu de leur siège social ;
- Les pourcentages de contrôle et d'intérêt propres à chacune (différents lorsque la participation détenue par le Groupe est indirecte et fait intervenir des sociétés que celle-ci ne contrôle pas à 100%).

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Sociétés intégrées							
ALTITUDE SAS	France	379617822	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
A.EVENTS	France	829379759	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALCALA SAS	France	513079426	Mont St Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE GESTION IMMOB	France	84325683	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALTEAME (ex ALTITUDE LOTISSEMENT)	France	509671012	Paris (75)	90%	90%	90%	90%
IFE 1	France	878886522	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 2	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	France	431958313	Puteaux (92)	82,46%	82,46%	82,46%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
AI THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	100%	77,75%	100%	82,46%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	68%	52.89%	68%	56.10%
AUXO	France	894565431	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
AZALEE (ex WIBOX)	France	509649745	Paris (75)	100%	82,46%	100%	82,46%
BARA SAS	France	834247124	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
DICE	France	894566090	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
DOUBS LA FIBRE (ex. LILLE METROPIC)	France	797446283	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
EMERAUDE THD (ex KITA SAS)	France	829012731	Carcassonne (11)	100%	52,89%	100%	56,10%
ERATO SAS	France	824388383	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
FIBRE 21 (ex KAUAI SAS)	France	831500038	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FIBRE 31 (ex.THALIA SAS)	France	824290969	Val de Reuil (27)	50,10%	38,95%	50,10%	41,32%
FIBRE 39 (ex CALLIOPE)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FIBRE 40 (ex DAULIS)	France	845170604	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FUJI SAS	France	827720137	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
GELOS	France	894566785	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70%	57,72%	70%	57,72%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
GIE FIBR'ALSACE (ex ROSACE Déploiement)	France	819253568	St Etienne du Grès	50%	41,23%	50%	41,23%
HALIE	France	845175652	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
LA FIBRE 85 (ex LA FIBRE 78)	France	831500467	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
LETO	France	894568252	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
LUDINYS	France	845191238	Val de Reuil (27)	0%	0%	100%	82,46%
MANCHE FIBRE	France	814791554	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
MENIPPE	France	845195619	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
NET 48	France	519272520	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET 55	France	503746299	Bar Le Duc (55)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Mont Saint Aignan (76)	100%	82,46%	100%	82,46%
OCTOGONE FIBRE (ex CERES SAS)	France	822189866	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
OENOE	France	845177625	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
OUREA (*)	France	En cours d'attribution	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
RESOPTIC	France	532745313	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD66 (ex HIRA SAS)	France	829010255	Perpignan (66)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD 83 (ex NET 29)	France	519238166	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
ERBIUM (ex ROSACE Exploitation)	France	819099169	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
SALMACIS	France	845179506	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
SOBO SAS	France	824603013	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
YCONIK (ex URANIE)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
CAP HORN PROMOTION	France	495163222	Isneauville (76)	75%	75%	75%	75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
ALTITUDE SENIOR	France	790258693	Paris (75)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN PARTICIPATION	France	501071542	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN IMMOBILIER	France	814485170	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY	France	810432757	Caen (14)	50%	37,5%	50%	37,5%
BOIS GUILLAUME RTE DE NEUFCHATEL	France	794136044	Isneauville (76)	83,60%	62,70%	83,60%	62,70%
BOIS GUILLAUME RUE VITTECOQ	France	828348458	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME RUE GIROT	France	850206129	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN AVENUE CARNOT	France	877975532	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN RTE DE DIEPPE	France	837896273	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE LA CHAUSSEE	France	824612825	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RTE DE PARIS	France	841691405	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RUE REPUBLIQUE	France	841691348	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE PLAINE DE LA RONCE	France	824405773	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE RTE DE NEUFCHATEL	France	808515498	Mont St Aignan (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE VASCO GAMA	France	841659840	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
LE HAVRE RUE CLS	France	793758863	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
MESNIL ESNARD ROUTE DE PARIS	France	824073498	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MESNIL ESNARD RUE PASTEUR	France	824260251	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA AUGUSTE BORGNET	France	791771314	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA CHEMIN DE CLERES	France	525165700	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA RTE HOUPEVILLE	France	837833714	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RENELLE	France	529791311	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RONCHEROLLES ROUTE DE PREAUX	France	501319933	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ROUEN PALAIS DES CONSULS	France	832139026	Isneauville (76)	75%	56,25%	100%	75%
ROUEN RUE DE LA MARE DU PARC	France	850206020	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN RUE BOUVREUIL	France	794652842	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ROUEN RUE GENERAL LECLERC	France	835203688	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
PROJET 47	France	843655358	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
SELLONIS	France	533319539	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
SENTE DES FORRIERES	France	502756265	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ST LEGER DU BOURG DENIS	France	831612833	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
VILLA TIBURE	France	515090165	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
LINKT	France	815109467	Puteaux (92)	100%	87,95%	100%	87,95%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	87,95%	87,95%	87,95%	87,95%
LINKT PRESTATIONS	France	831478375	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.1 (ex. LINKT 1)	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.2 (ex. LINKT 2)	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.3 (ex. LINKT 3)	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
VILLA GINKGOS-BVCS	France	529461923	Château d'Olonne (85)	58.42%	58.42%	58.42%	58.42%
VILLA GINKGOS-BELLES RIVES	France	819969882	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-GINKGOS IMMO	France	804166635	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LES ALISIERS	France	791122583	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LES AMANDIERS (ex Projet 1)	France	833354681	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LE BILOBA (ex Projet 2)	France	844259846	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LES ERABLES	France	832113328	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS – LES FIGUIERS	France	879781128	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS – LES LAURIERS	France	879750925	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS – LES OLIVIERS	France	879781177	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-PROJET 3	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%

(*) Filiale d'Altitude Infrastructure Construction en cours d'immatriculation au RCS d'Evreux au 31 décembre 2020.

Les filiales du groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle (ERBIUM, GIE FIBR'ALSACE, LOSANGE DEPLOIEMENT, LOSANGE EXPLOITATION et BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY) ou de l'intégration globale.

4 Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Infrastructure	203 730	187 553
Services Télécoms	27 477	11 964
Aménagement / Lotissement	3 224	3 089
Promotion immobilière	980	11 035
Résidences gérées	5 348	5 093
Autres	877	1 125
Total	241 637	219 859

5 Autres produits

Les autres produits se décomposent ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Production immobilisée intragroupe	222 610	96 316
Production immobilisée	19 814	16 426
Production stockée	14 978	11 665
Subventions d'exploitation	29	22
Transferts de charges d'exploitation (*)	9 599	1 142
Autres produits	79	262
Total Autres produits d'exploitation	44 499	29 518

(*) dont 6 820K€ de frais liés aux opérations capitalistiques et de financement sur AITHD transférés en charge à répartir.

La production immobilisée intragroupe correspond au réseau constituant une construction à soi-même à l'échelle du groupe.

Pour 2020, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 74 060K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 37 046K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 40 pour 36 594K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Yconik pour 30 947K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 21 pour 13 647K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP THD 66 pour 3 309K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Fibre 31 pour 4 965K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Manche Fibre pour 5 501K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Emeraude THD pour 2 356K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP THD 66 pour 1 961K€ ;
- De la construction du backbone par Linkt pour 834K€.

Pour 2019, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 51 266K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 21 287K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP THD 66 pour 4 996€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Manche Fibre pour 4 740K€ ;
- De la construction du backbone par Linkt pour 827k€.

6 Personnel

6.1 Effectifs

L'effectif du Groupe au 31 décembre 2020 s'élève à 985 salariés contre 906 au 31 décembre 2019.

6.2 Charges de personnel

Les charges de personnel incluses dans le résultat d'exploitation recouvrent les éléments indiqués ci-après :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et traitements	43 734	36 152
Charges sociales	17 301	13 990
CICE		0
Total	61 036	50 142

Au 31 décembre 2020, le taux moyen de charges sociales s'établit à 40% contre 39% au 31 décembre 2019.

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux s'élève à 291 K€.

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations incorporelles	-13 295	-8 280
Immobilisations mises en concession	-8 327	-6 450
Immobilisations corporelles	-4 779	-3 987
Subventions d'investissement reprises en résultat	1 671	2 367
Total des dotations aux amortissements [A]	-24 730	-16 351
Engagements envers les salariés	-136	950
Provisions pour risques et charges	5	-1 284
Total des dotations aux provisions [B]	-130	-334
Total des dotations nettes hors actifs circulants [C = A+B]	-24 861	-16 685
Stocks	290	46
Clients et autres actifs circulants (*)	-1 205	-142
Total des dotations à l'actif [D]	-916	-95
Total [E = C+D]	-25 776	-16 781

(*) Dont 974 K€ de dotations aux provisions sur charges à répartir relatives aux frais et charges supportées par AITHD sur l'opération de levée de fonds (charges réparties sur la durée de l'emprunt)

8 Résultat financier

Le résultat financier se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur cession de VMP		
Intérêts compte à terme	10	3
Intérêts comptes courants filiales non consolidées	1413	909
Reprise dépréciation C/C liquidables		
Autres produits financiers	303	137
Reprise provision VMP / titres		11
Total Produits	1 726	1 059
Intérêts sur emprunts	-6 203	-3 612
Intérêts compte courant hors groupe	-507	-503
DAP sur VMP		
DAP sur titres hors groupe	0	0
Autres dotations financières	-0	-35
Autres charges financières	-1 212	-869
Total Charges	-7 923	-5 018
Résultat financier	-6 201	-3 960

9 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur exercices antérieurs	182	476
Produit de cessions d'actifs incorporels et corporels	518	9 170
Produit de cessions de titres de participation (2)	45 328	212
Reprise dépréciation des immobilisations		
Résultat consolidé des sociétés liquidées et déconsolidées	0	
Reprise dépréciation des créances clients et comptes courants	0	
Reprise provision pour risques et charges	611	5
Reprise dépréciations autres créances		15
Reprise subventions d'investissements	41	378
Autres produits exceptionnels	2 846	27 941
Transfert de charges		
Total Produits	49 526	38 197
Charges sur exercices antérieurs	-1 688	-1 480
Autres charges exceptionnelles (*)	-1 088	-6 808
Valeur nette comptable des cessions d'actifs incorporels et corporels	-3 290	-6 972
Valeur nette comptable des titres cédés	282	-114
Dotation aux provisions exceptionnelles		-700
Dépréciation des créances clients et comptes courants	-313	0
Dépréciation exceptionnelle des autres créances		-843
Dépréciation exceptionnelle des immobilisations	-47	-63
Total Charges	-6 144	-16 980
Résultat exceptionnel	43 383	21 217

(*) En 2019, inclus 1 943 K€ d'honoraires exceptionnels sur le sous groupe AIH concernant des projets de croissance n'ayant pas abouti

(2) La plus value de cession sur la vente de 5,71% des titres AITHD par AIH est de 45 615K€ (prix de cession de 45 126K€ et quote part de situation nette cédée de -488K€)

10 Impôts sur les résultats

10.1 Charge d'impôt

10.1.1 Détail de la charge d'impôt

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Impôt courant	-14 702	-7 318
Impôt différé	-64	-444
Charge ou (produit) réel d'impôt	-14 766	-7 762

10.1.2 Taux effectif d'impôt

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition :	38 027	25 020
Impôt sur le résultat :	14 766	7 762
Résultat net avant impôt et amortissements des écarts d'acquisition :	52 793	32 781
Taux effectif d'imposition :	28%	24%

10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au « résultat des activités poursuivies » avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 28 % en 2020 s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	38 027
Charge d'impôt	14 766
Résultat avant impôt	52 793
Taux d'imposition du Groupe	28%
Charge d'impôt théorique	14 782
Augmentation / réduction de la charge d'impôt résultant de :	
- différences permanentes	303
- Déductions / réintégrations diverses	53
- Dépréciations comptes courants / titres	-407
- Retraitement DSP	13
- Cessions internes de titres	-11 051
- Dividendes - quote part de frais et charges	145
- Ecritures de consolidation non fiscalisées	355
- Dépréciations fonds commercial	13
- Consommations des déficits fiscaux non activés / déficits non activés	8 820
- Crédits d'impôt / Mécénat	-19
- Contribution sociale	421
- Imposition - variation de taux	63
- Imposition - taux réduit	1 275
- Divers	1
Charge réelle d'impôt	14 766

10.2 Actifs et Passifs d'impôts différés

La variation des Actifs et Passifs d'impôts différés s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Mouvements de l'exercice				31/12/2020
		Entrée de périmètre	Autres	Déconsolidation	Charge / Produit au compte de résultat	
Actifs d'impôts différés	1 180				-64	1 116
Passifs d'impôts différés	0					
Actif / (Passif) net	1 180	0	0	0	-64	1 116

11 Goodwill net

L'évolution des Goodwill s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Mouvements de l'exercice			31/12/2020
		Var° taux d'intérêt	Entrée de périmètre	Dotation	
Goodwills bruts	2 390				2 390
Amortissements	-890			-134	-1 024
Goodwills nets	1 500			-134	1 366

Le rachat par la société Alto à la Caisse des dépôts et consignation des parts de la société THD83 a engendré, sur 2017, un écart d'acquisition de 665k€, amorti sur la durée de la DSP à savoir 15 ans (solde au 31/12/2020 : 487k€ net)

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'Alto dans la société Résoptic a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 150k€, amorti sur la durée de vie résiduelle de la DSP soit 19 ans (solde au 31/12/2020 : 142k€).

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'AITHD dans la société Alto a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 237k€, amorti sur une durée de 14 ans à compter du 01/01/2020 (solde au 31/12/2020 : 220k€).

12 Immobilisations incorporelles nettes

La variation des immobilisations incorporelles se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2019	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2020
Frais de recherche & développement							
Concessions, brevets & droits similaires	1 773	166			30		1 968
Logiciels	309	569			24		902
Fonds commercial	169	10 913					11 083
Frais établissement							
Autres immobilisations incorporelles	45 176	29 432			268		74 876
Immobilisations incorporelles en cours	4 915	10 213	-563		-2 225		12 340
Total Immobilisations incorporelles	52 342	51 293	-563		-1 904		101 168
Amt/Dép. frais de rech. & développ.							
Amt/Dép. conc, brevets & dts similaires	-816			-220			-1 036
Amt/Dép. logiciels	-282			-348			-629
Amt/Dép. fonds commercial *	-329			-47			-376
Amt/Dép. frais établissement							
Amt/Dép autres immobilisations incorp.	-8 243			-12 727			-20 969
Total Amt/dép. immos incorporelles	-9 669			-13 342			-23 011
Total Valeur Nette	42 673	51 293	-563	-13 342	-1 904		78 157

DAP exploitation -13 295

DAP exceptionnelle -47

* Le fonds commercial de la société ALTEAME est déprécié sur 10 ans.

13 Immobilisations mises en concession

La variation des immobilisations mises en concession se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2020
DSP Net Grand Rodez	7 078	42			101		7 222
DSP Net 55	13 105		-13 105				0
DSP Net 48	0						0
DSP THD 83	14 317	476					14 793
DSP Resoptic	11 463	1 005					12 468
DSV Vannes Agglo	17 935	1 052					18 987
DSP Manche Fibre	17 227	6 852	-23		2 224		26 280
DSP Doubs la Fibre	11						11
DSP THD 06	2 538	781			1 181		4 501
DSP PACT	2 430		-2 414				16
DSP Eureka							
DSP Emeraude THD	1 959	2 916			2 207		7 083
DSP THD 66	5 030	1 128			3 940		10 098
DSP Octogone Fibre	5 430	2 901			13 802		22 133
DSP Yconik		4 179					4 179
DSP Fibre 31	21 553	7 453			42 974		71 980
Total Immobilisations mises en concession	120 077	28 786	-15 543		66 429		199 750
Amt/Dép. DSP Net Grand Rodez	-5 461			-586			-6 048
Amt/Dép. DSP Net 55	-12 775		12 863	-89			0
Amt/Dép. DSP Net 48	0						0
Amt/Dép. DSP THD 83	-4 836			-868			-5 704
Amt/Dép. DSP Resoptic	-3 025			-556			-3 581
Amt/Dép. DSP Vannes Agglo	-3 596			-848			-4 443
Amt/Dép. DSP Manche Fibre	-1 787		23	-1 846			-3 611
Amt/Dép. DSP Doubs la Fibre	-8			-2			-10
Amt/Dép. THD 06	-113			-265			-377
Amt/Dép PACT	-445		435	-3			-13
Amt/Dép Eureka	0						0
Amt/Dép Emeraude THD	-3			-371			-374
Amt/Dép THD 66	-3			-684			-687
Amt/Dép Octogone Fibre	0			-311			-311
Amt/Dép Yconik				-109			-109
Amt/Dép Fibre 31	-662			-1 789			-2 451
Total Amt/dép. immobilisations mises en concession	-32 714		13 321	-8 327			-27 720
Total Valeur Nette	87 363	28 786	-2 221	-8 327	66 429		172 030

DAP exploitation -8 327

DAP exceptionnelle

14 Immobilisations corporelles nettes

La variation des immobilisations corporelles se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2020
Constructions	2 704	5 592	-152				8 145
Terrain	70	434					504
Agencements sur terrain							
Installat° tech, matériel & outillage	15 752	10 412	-27		672		26 808
Matériel de transport	2 198	1 831	-503		436		3 962
Immobilisations corporelles en cours	105 255	218 656	-86		-65 897		257 928
Autres immobilisations corporelles	13 561	3 195	-750		116		16 121
- Dont en crédit bail	2 972						2 972
Total Immobilisations corporelles	139 540	240 120	-1 519		-64 673		313 469
Amt/Dép. constructions	-1 564		147	-266			-1 684
Amt/Dép. agencement sur terrain	0						0
Amt/Dép. install tech, mat & outil.	-6 017		27	-1 506			-7 496
Amt/Dép. Matériel de transport	-1 275		364	-2 035			-2 946
Amt/Dép. autres immobilisations	-7 101		476	-972	12		-7 585
- Dont en crédit bail	-2 961						-2 961
Total Amt/dép. immobilisations	-15 957		1 014	-4 779	12		-19 710
Total Valeur Nette	123 583	240 120	-505	-4 779	-64 661		293 759
			DAP exploitation	-4 779			
			DAP exceptionnelle	0			

Les immobilisations corporelles en cours correspondent à l'acquisition de réseau et ont donc vocation à basculer dans la catégorie immobilisations en concession au moment de la mise en service.

15 Immobilisations financières nettes

En milliers d'euros	31/12/2019	Mouvements de l'exercice				31/12/2020
		Augmen- tation	Rembour- sement	Cession	Reclasse- ment	
Titres de participation non consolidés	29 505	-	-	-	-	29 504
Far East	17 000					17 000
TV76	160					160
NET27	2 800					2 800
Net 67	1 000					1 000
Net 64	800					800
Net Bourgogne	1 000					1 000
Altitude Wireless	2 250					2 250
Losange	10					10
Connectic 39	570					570
Sem Innovance	5					5
Rosace	909					909
Net Aveyron	3 000					3 000
Dépréciation des titres de participation	- 14 420					- 14 420
Créances rattachées à des participations	1					1
Prêts et autres immobilisations financières	26 312	8 958	- 19	5	0	35 246
Immobilisations financières nettes	41 397	8 958	-19	-5	0	50 330

Les titres de participation non consolidés correspondent à :

- La détention de 19% de la société Connectic 39 pour une valeur de 570 K€. Ces titres sont dépréciés à 100% au 31/12/2020.
- La détention de 8% de la société ROSACE pour une valeur nette comptable de 909k€.
- La détention de 1% de la société SEM INNOVANCE pour une valeur nette comptable de 5K€.
- La détention de 100% de la société Far East (17.000 K€). Les comptes de la société Far East sont établis dans le référentiel IFRS. La valeur des titres au bilan reflète bien la valeur économique de cette participation (dépréciation de 3M€ au 31/12/2020). Far East ne bénéficie d'aucune garantie de la part d'Altitude.
- La détention par la société ALCALA de 10,81% de TV 76 pour 160K€
- La déconsolidation des sociétés liquidées et dépréciées à 100% au 31/12/2020.
- La détention de 9.9% de la société LOSANGE pour une valeur nette comptable de 10K€.

Les prêts et autres immobilisations financières correspondent majoritairement aux gages espèces versés par AITHD au profit des prêteurs de Fibre 31, Losange et Alto.

16 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement

16.1 Stocks et encours

En milliers d'euros	Brut	Provisions	31/12/2020	31/12/2019
Encours de production	43 879	0	43 879	28 053
Marchandises	21 078		21 078	27 545
Produits finis	406		406	1 078
Total	65 363	0	65 363	56 676

Les encours correspondent à des terrains, des opérations d'aménagement de lotissement en cours ainsi qu'aux ventes en l'état futur d'achèvement de l'activité de promotion.

Les stocks de marchandises comprennent pour l'essentiel du matériel et des fournitures à installer sur le réseau : câbles, boîtes, fourreaux, chambres et trappes, SRO, tiroirs.

16.2 Créances et dettes d'exploitation

Toutes les créances et dettes d'exploitation sont à échéance à moins d'un an.

16.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation

Les autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Etat, impôt sur les bénéfices	1 269	1 318
Créances fiscales hors IS	60 564	42 483
Autres créances	28 742	7 658
Compte courant Far East	4 528	3 678
Comptes courants filiales non consolidées	26 021	20 408
Charges à répartir	6 504	839
Charges constatées d'avance	23 958	2 340
Total	151 586	78 723

Toutes les autres créances d'exploitation sont à échéance à moins d'un an, à l'exception des charges à répartir pour lesquelles 5 349K€ sont à échéance à plus d'un an.

Les autres dettes se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Dettes fiscales et sociales	81 505	49 653
Impôt différé passif		0
Comptes courants filiales non consolidées	7 652	3 164
Autres dettes	15 912	9 790
Produits constatés d'avance	72 387	23 159
Total	177 456	85 766

17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation
Valeurs mobilières de placement	11 265	20 760	-9 495
Disponibilités	303 255	172 718	130 536
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	314 520	193 479	121 042
Concours bancaires courants	-2 302	-1 179	-1 123
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette	312 218	192 300	119 918

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation
VMP - Equivalent de trésorerie	7 292	16 787	-9 495
VMP - Actions propres à attribuer	3 973	3 973	0
Total brut	11 265	20 760	-9 495
Dépréciation VMP		0	0
Total net	11 265	20 760	-9 495

Les disponibilités consolidées peuvent être distinguées en 2 catégories :

- Les disponibilités comptabilisées dans les comptes d'Altitude, d'une de ses filiales consolidées par intégration globale, des GIE, ou Joint-Ventures consolidés proportionnellement (disponibilités corporate).
- Les disponibilités dont disposent les sociétés de projet faisant l'objet d'un financement structuré sans recours actionnaire, qui constituent ainsi une trésorerie spécifiquement dédiée au projet (disponibilités projet).

En k€	31/12/2020	31/12/2019
Disponibilités corporate	255 526	121 541
Disponibilités projet	47 728	51 178
Total disponibilités	303 255	172 718

En k€	31/12/2020	31/12/2019
VMP corporate	6 856	16 351
VMP projet	436	436
Total VMP - Equivalent de trésorerie	7 292	16 787

18 Capitaux propres consolidés

Au 31 décembre 2020, le capital social est fixé à 513 K€ divisés en 512 911 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

19 Provisions

Le tableau de variation entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Évolution			31/12/2020
		Dotation	Autres mouvements	Reprises	
Provision pour risques et charges	4 083	2 085	0	-708	5 460
Provision pour litiges	985	0			985
Provision pour perte de contrat	3		0	-3	0
Ecart acquisition	341			-85	256
Avantages au personnel	335	163		-27	471
Total Provisions	5 748	2 248	0	-824	7 172
Dont exploitation		869		-739	
Dont exceptionnel					
Dont reprise écart acquisition				-85	
Dont provision charges AGA (contrepartie charges de personnel)		1 379		0	

L'écart d'acquisition correspond à la hausse du pourcentage de 99,99% de la société RESOLUTION en 2013. Cet écart d'acquisition passif est repris sur 10 ans.

20 Emprunts bancaires et passifs financiers

Au 31 décembre 2020, la décomposition des emprunts se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Échéance du nominal :			31/12/2019
		- de 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts bancaires	551 087	137 589	293 891	119 607	336 087
Autres emprunts	320	0	320		1 002
Concours bancaires courants	2 302	2 302			1 179
Intérêts courus sur emprunts	152	152			101
Total :	553 861	140 043	294 211	119 607	338 369

(en milliers d'euros)	31/12/2019	Souscription	Remboursement	Sortie périmètre	31/12/2020
Emprunts bancaires	336 087	258 272	-43 272		551 087
Autres emprunts	1 002	0	-682		320
Intérêts courus sur emprunts	101	51			152
Total :	337 190	258 323	-43 954	0	551 559

Par ailleurs, la dette bancaire consolidée se décompose en une dette bancaire structurée, contractée dans les sociétés de projet et sans recours actionnaire (ci-après la « dette bancaire projet ») d'une part, et d'une dette bancaire classique, contractée dans la holding ou les filiales industrielles (ci-après la « dette bancaire corporate ») d'autre part.

Au 31 décembre 2020, la dette bancaire se présente ainsi :

En k€	31/12/2020	31/12/2019
Dette projet sans recours actionnaire	378 500	211 960
Dont Alto	89 944	82 343
Dont Fibre 31	179 387	103 191
Dont Octogone Fibre	69 381	26 426
Dont Yconik	39 738	
Dont autres	49	
Dette corporate	175 361	126 408
Total emprunts bancaires et passifs financiers	553 861	338 369

21 Engagements hors bilan

Engagements donnés

ALTEAME (ex ALTITUDE LOTISSEMENT)

ALTEAME a accordé des garanties financières à la BNP et au Crédit Agricole sur 5 opérations pour un montant total de 1 362 K€ jusqu'à l'achèvement des travaux avec engagement de consentir une hypothèque de premier rang sur les biens non vendus à la première demande.

ALTEAME a accordé des garanties à première demande à la BNP et au Crédit Agricole sur 4 opérations pour un montant total de 169 K€.

Nantissement au premier rang du fonds de commerce d'Altitude Lotissement dans le cadre d'un crédit de 480 K€ arrivant à échéance en février 2021.

LINKT Holding et ses filiales

Convention de nantissement du fonds de commerce de la société LINKT à hauteur de 50 M€ dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes du contrat de crédit de 50 M€ en date du 19/09/2018 entre LINKT et les Banques.

Villas Ginkgos

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 222 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 6, avenue de l'avenir à Saint Jean de Monts (85160) chez la société Ginkgos Immo.

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 280 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 53, avenue René Coty à Château d'Olonne (85180) chez la société Ginkgos Immo.

Hypothèque conventionnelle pour le prêt de 178 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition de locaux sis 22 rue Castelnau à La Roche sur Yon (85000) chez la société Ginkgos Immo.

La société Villas Ginkgos Le Biloba s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de chaque investisseur les lots constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Le Biloba à Bourges.

La société Villas Ginkgos Les Amandiers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Les Amandiers à Mont de Marsan.

La société Villas Ginkgos Les Erables s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Les Erables à Rouen.

La société Villas Ginkgos Les Oliviers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Les Oliviers à Toulouse.

La société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises a contracté un bail en l'état futur d'achèvement relatif aux locaux de la résidence sise à la Roche sur Yon. Le bail prendra effet à la date de constatation de l'achèvement des biens loués.

CHP et ses filiales

Cautionnement donné par le Crédit Agricole pour le compte de Cap Horn Promotion portant sur une indemnité d'immobilisation d'un montant de 36 K€.

Cautionnement donné par la BNP pour le compte de Cap Horn Promotion portant sur une indemnité d'immobilisation d'un montant de 76 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE à la BNP portant sur une garantie financière d'achèvement d'un montant de 5 651 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV ISNEAUVILLE ROUTE DE NEUFCHATEL à la BNP portant sur un refinancement partiel du foncier d'un montant de 360 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV MSA ROUTE D'HOUPEVILLE à la BNP portant sur un financement partiel du foncier d'un montant de 1 050 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV ROUEN RUE DU GAL LECLERC à la BNP portant sur un refinancement partiel du foncier d'un montant de 675 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV SAINT LEGER DU BOURG DENIS à la BNP portant sur un financement partiel du foncier d'un montant de 269 K€.

Privilège de prêteurs de deniers donné par la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS relative au prêt accordé par le Crédit Agricole d'un montant de 11 000 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV ROUEN RUE DU GAL LECLERC relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 675 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV SAINT LEGER DU BOURG DENIS relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 269 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV MSA ROUTE D'HOUPEVILLE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 1 050 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR relative au prêt accordé par le Crédit Agricole d'un montant de 3 360 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV DLR ROUTE DE DIEPPE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 800 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV FSP LA CHAUSSEE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 700 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV ISNEAUVILLE ROUTE DE NEUFCHATEL relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 1 802 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV ISNEAUVILLE VASCO DE GAMA relative au prêt accordé par le Crédit Agricole d'un montant de 252 K€.

AIH et ses filiales

Nantissements :

Nantissement de compte à terme en contre garantie d'une garantie à première demande émise par le Crédit Agricole au bénéfice du Groupement des prêteurs ALTO pour 1 000K€.

Cautions solidaires :

Caution solidaire émise en faveur du Crédit Agricole dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs ALTO pour 13 500K€.

Caution solidaire émise en faveur de la Caisse d'Epargne dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 23 860K€.

Caution solidaire émise en faveur de LCL dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000K€.

Caution solidaire émise en faveur du CIC dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000K€.

Garantie reçue au titre du Fonds National de Garantie RHB (renforcement de haut de bilan) à hauteur de 80% et 60% sur deux prêts accordés par BPI à AIH, pour un montant total de 2 194K€ (encours des prêts au 31/12/2020 de 2 225K€).

Engagements recus

LINKT Holding et ses filiales

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Puteaux le 11/08/2017 sur une durée de 10 ans pour un montant de 260 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Lesquin le 01/02/2018 pour un montant de 84 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Saint Herblain le 07/07/2020 pour un montant de 42 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Ecully le 27/08/2020 pour un montant de 45 K€.

Deux délégations d'assurances « Homme Clé » pour un montant total de 7 M€ ont été souscrites dans le cadre du contrat de prêt de 50 M€.

Caution reçue par la société LINKT HOLDING à hauteur de 25 K€ pour un contrat cadre réalisé avec la société SFR.

Caution délivrée par une banque à hauteur de 15K€ dans le cadre d'un contrat réalisé avec la société Lufthansa Airplus.

Garantie autonome à première demande délivrée par la société LINKT HOLDING dans le cadre d'un bail commercial à Mont-Saint-Aignan pour un montant maximum de 430 K€.

Villas Ginkgos

La société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises a reçu de la Société Générale une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la société Partenaires Génération 2 (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Erables a reçu du Crédit Agricole une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la société SCI Rouen Consuls (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Erables (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Amandiers a reçu de la SOCFIM une garantie à hauteur de 1198 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution de la convention de gestion entre la société SCCV MONT DE MARSAN DUPARC (le promoteur) et la société Villas Ginkgos Les Amandiers (l'exploitant).

CHP et ses filiales

Cautionnements reçus du CIC pour un montant total de 61 K€ au profit de CAP HORN PROMOTION.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 2,7 K€ au profit de la SCCV Bois Guillaume - Rue Vittecoq.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 66 K€ au profit de la SCCV ISNEAUVILLE VASCO DE GAMMA.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 91 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 2 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 23,8 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de Crédit Agricole Normandie Seine pour un montant de 5,4 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 247 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de EULER HERMES pour un montant de 43 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 4 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de ATRADIUS pour un montant de 147 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 22 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

AIH et ses filiales

Engagements financiers liés à la construction et l'exploitation du réseau :

Caution donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Net Grand Rodez au profit du concédant Communauté d'agglomération Grand Rodez pour un montant de 100K€.

Caution donnée par un établissement financier pour le compte de Vannes Agglo Numérique au profit de la communauté d'agglomération de Vannes pour un montant de 400K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 83 au profit de Toulon Provence Méditerranée pour un montant de 200K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de la société Doubs au profit du syndicat mixte Doubs très haut débit pour un montant de 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Manche Fibre au profit du concédant Syndicat Mixte Manche Numérique pour 4 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Resoptic au profit du concédant Communauté de Communes Rives de Moselle pour 400K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit du concessionnaire Losange pour 10 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Losange pour 1 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit de la Région Grand-Est pour 2 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit de la Région Alsace pour 4 075K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Losange Déploiement au profit d'Euler Hermès pour 15 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit du concessionnaire Rosace pour 2 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Rosace pour 1 343K€, et faisant l'objet d'une contre garantie reçue de NGE à hauteur de 50%.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Fibre 31 Déploiement au profit du SMO Haute-Garonne Numérique pour 13 900K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 06 au profit du concédant Sictiam pour 1 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Emeraude THD au profit du concédant Syaden pour 2 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de La Fibre 85 au profit du GIP Vendée Numérique pour 972K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Octogone Fibre au profit du SMO Tarn et Garonne Numérique pour 7 640K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 66 au profit du Département des Pyrénées Orientales pour 3 000K€.

22 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

ALTITUDE SAS :

ALTITUDE a modifié son siège social en date du 11/01/2021 passant du 75 Boulevard Haussmann PARIS 8 au 23 Rue de l'Arcade PARIS 8.

AIH et ses filiales :

Avenants

Deux avenants aux contrats de DSP ont été signés avec les collectivités et validés en Préfecture en ce début d'année 2021.

Ainsi, THD66 a pu signer un avenant avec le département des Pyrénées-Orientales, prévoyant une extension du périmètre de travaux et la prolongation de la DSP de 3 ans. Manche Fibre, société titulaire du contrat de DSP d'affermage sur le département, a signé avec le syndicat mixte Manche Numérique un avenant clé dans le développement de la DSP qui permet de sécuriser des financements pour la collectivité et qui allonge la durée du contrat de 6 ans.

Nouveaux marchés

AITHD a conclu un accord avec la communauté de communes de Niederbronn, dans le Bas-Rhin, pour la construction, l'exploitation et la commercialisation de 10 000 prises environ, qui constitue un réseau privé (pas de retour prévu à la collectivité).

Développement

Dans les derniers jours du mois de mars 2021, AITHD a ouvert son capital à un second actionnaire minoritaire, Swiss Life Asset Management, qui prend 4,55% du capital et s'engage à effectuer d'ici la fin de l'année 2022 des investissements complémentaires sous formes primaire et secondaire.

L'entrée de ce nouvel actionnaire, en plus d'UBS AM, est une marque supplémentaire de la solidité du business model d'AITHD et permet de conforter la stratégie de conquête et de développement du groupe Altitude Infra.

ALTITUDE

Société par Actions Simplifiée au capital de 512 911 euros
Siège Social : 23 Rue de l'Arcade, 75008 PARIS
379 617 822 R.C.S PARIS

RAPPORT DE GESTION

**COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

Chers associés,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et de soumettre à votre approbation, les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par les statuts.

COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur qui sont identiques à celles utilisées pour l'exercice précédent.

SITUATION ET EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Compte tenu de la crise sanitaire, l'entreprise a dû avoir recours massivement au télétravail sans toutefois perturber l'activité. Elle a également contracté un prêt garanti par l'Etat d'un montant de 600 000 euros.

ALTITUDE a acquis en septembre 2020 un ensemble immobilier au 23 rue de l'Arcade à Paris afin d'y accueillir son siège social début 2021 après la réalisation de travaux de rénovation.

LES EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT EST ETABLI

Les événements significatifs survenus depuis la date de clôture de l'exercice à ce jour sont les suivants :

ALTITUDE a modifié son siège social en date du 11 janvier 2021 passant du 75 Boulevard Haussmann PARIS 8 au 23 Rue de l'Arcade PARIS 8.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Le chiffre d'affaires de l'exercice social clos le 31 décembre 2020 est de 3 755 286 euros. Il était de 2 443 362 euros au titre de l'exercice précédent.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 3 790 343 euros contre 2 471 291 euros au titre de l'exercice précédent. Le montant des traitements et salaires de l'exercice s'élève à 1 291 772 euros, il était de 995 044 euros au titre de l'exercice précédent, et le montant des cotisations sociales s'élève à 544 792 euros contre un montant de 421 197 euros au titre de l'exercice précédent. L'effectif moyen de salariés est de 18.

Le total des charges d'exploitation de l'exercice est de 3 904 644 euros contre 2 752 444 euros pour l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation s'établit donc à un montant de -114 301 euros contre un montant de -281 153 euros au titre de l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat financier d'un montant de 240 994 euros le résultat courant avant impôts de l'exercice s'élève à un montant de 126 693 euros.

Au titre de l'exercice précédent, le résultat financier était de 365 381 euros pour un résultat courant avant impôts de 84 229 euros.

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à -28 221 euros, il était de -290 553 euros au titre de l'exercice précédent.

L'impôt sur les sociétés est de 40 803 euros contre -8 950 euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice est constitué par un bénéfice de 57 669,44 euros, contre une perte de 197 374,34 euros au titre de l'exercice précédent.

Le montant des capitaux propres s'élève à 71 119 106,69 euros au 31 décembre 2020.

AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net de l'exercice est constitué par un bénéfice de 57 669,44 euros.

Le Président propose l'affectation suivante :

- Imputation de 53 700,44 euros sur le compte report à nouveau, ce qui a pour effet de porter ce compte à 58 875 195,83 euros.
- Au compte " Réserve spéciale" : 3 969 euros.

DIVIDENDES

La loi demande de rappeler le montant des sommes distribuées au titre des trois derniers exercices.

Les sommes distribuées au titre des 3 derniers exercices sont les suivantes :

Date de clôture	Distributions éligibles à l'abattement (*)	Taux de l'abattement	Revenus distribués non éligibles à l'abattement
31 décembre 2019	néant	40 %	néant
31 décembre 2018	12 143 453,38	40 %	néant
31 décembre 2017	néant	40 %	néant

(*) Dividende éligible pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40% prévu à l'article 158. 3 du CGI.

DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES DU RESULTAT FISCAL

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des Impôts, nous vous demandons d'approuver les dépenses et charges non déductibles du résultat fiscal visées à l'article 39-4 dudit Code qui s'élèvent à un montant de 92 798 euros.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous devons vous rendre compte de l'activité des filiales.

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

1. ACTIVITE DES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

A ce rapport est joint un tableau récapitulatif des filiales et participations détenues au 31/12/2020.

2. PRISES DE PARTICIPATIONS, PRISES DE CONTRÔLE, CESSIONS DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE

Néant

ACTIVITES DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Nous vous informons que la Société n'a pas engagé de politique en matière de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Conformément à la Loi, le Président vous présentera le rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

En application de l'article D.441-6 du Code de commerce, vous trouverez, en annexe du présent rapport de gestion, les tableaux de synthèse des informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients de la Société définis par les articles L 441-14 et D 441-6 du Code de commerce.

PRETS INTERENTREPRISES

En application de l'article L 511-6 du Code monétaire et financier, nous vous informons que la Société n'a consenti, au cours de l'exercice, aucun prêt à des microentreprises, PME, ETI avec lesquelles elle entretient des liens économiques.

PERSPECTIVES D'AVENIR

L'objectif prioritaire de la Société est, au cours de l'exercice 2021, de poursuivre le développement de ses activités, en fonction des opportunités qui se présenteront.

COMPTES CONSOLIDES

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Sociétés intégrées							
ALTITUDE SAS	France	379617822	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
A.EVENTS	France	829379759	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALCALA SAS	France	513079426	Mont St Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE GESTION IMMOB	France	84325683	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALTEAME (ex ALTITUDE LOTISSEMENT)	France	509671012	Paris (75)	90%	90%	90%	90%
IFE 1	France	878886522	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 2	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	France	431958313	Puteaux (92)	82,46%	82,46%	82,46%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
AI THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	100%	77,75%	100%	82,46%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	68%	52.89%	68%	56.10%
AUXO	France	894565431	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
AZALEE (ex WIBOX)	France	509649745	Paris (75)	100%	82,46%	100%	82,46%
BARA SAS	France	834247124	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
DICE	France	894566090	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
DOUBS LA FIBRE (ex. LILLE METROPIC)	France	797446283	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
EMERAUDE THD (ex KITA SAS)	France	829012731	Carcassonne (11)	100%	52,89%	100%	56,10%
ERATO SAS	France	824388383	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%

FIBRE 21 (ex KAUAI SAS)	France	831500038	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FIBRE 31 (ex.THALIA SAS)	France	824290969	Val de Reuil (27)	50,10%	38,95%	50,10%	41,32%
FIBRE 39 (ex CALLIOPE)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FIBRE 40 (ex DAULIS)	France	845170604	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FUJI SAS	France	827720137	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
GELOS	France	894566785	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70%	57,72%	70%	57,72%
GIE FIBR'ALSACE (ex ROSACE Déploiement)	France	819253568	St Etienne du Grès	50%	41,23%	50%	41,23%
HALIE	France	845175652	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
LA FIBRE 85 (ex LA FIBRE 78)	France	831500467	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
LETO	France	894568252	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
LUDINYS	France	845191238	Val de Reuil (27)	0%	0%	100%	82,46%
MANCHE FIBRE	France	814791554	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
MENIPPE	France	845195619	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
NET 48	France	519272520	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET 55	France	503746299	Bar Le Duc (55)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Mont Saint Aignan (76)	100%	82,46%	100%	82,46%
OCTOGONE FIBRE (ex CERES SAS)	France	822189866	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
OENOE	France	845177625	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
OUREA (*)	France	En cours d'attribution	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
RESOPTIC	France	532745313	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD66 (ex HIRA SAS)	France	829010255	Perpignan (66)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD 83 (ex NET 29)	France	519238166	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
ERBIUM (ex ROSACE Exploitation)	France	819099169	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
SALMACIS	France	845179506	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
SOBO SAS	France	824603013	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
YCONIK (ex URANIE)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
CAP HORN PROMOTION	France	495163222	Isneauville (76)	75%	75%	75%	75%

ALTITUDE SENIOR	France	790258693	Paris (75)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN PARTICIPATION	France	501071542	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN IMMOBILIER	France	814485170	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY	France	810432757	Caen (14)	50%	37,5%	50%	37,5%
BOIS GUILLAUME RTE DE NEUFCHATEL	France	794136044	Isneauville (76)	83,60%	62,70%	83,60%	62,70%
BOIS GUILLAUME RUE VITTECOQ	France	828348458	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME RUE GIROT	France	850206129	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN AVENUE CARNOT	France	877975532	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN RTE DE DIEPPE	France	837896273	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE LA CHAUSSEE	France	824612825	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RTE DE PARIS	France	841691405	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RUE REPUBLIQUE	France	841691348	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE PLAINE DE LA RONCE	France	824405773	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE RTE DE NEUFCHATEL	France	808515498	Mont St Aignan (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE VASCO GAMA	France	841659840	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
LE HAVRE RUE CLS	France	793758863	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
MESNIL ESNARD ROUTE DE PARIS	France	824073498	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MESNIL ESNARD RUE PASTEUR	France	824260251	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA AUGUSTE BORGNET	France	791771314	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA CHEMIN DE CLERES	France	525165700	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA RTE HOUPPEVILLE	France	837833714	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RENELLE	France	529791311	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RONCHEROLLES ROUTE DE PREAUX	France	501319933	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ROUEN PALAIS DES CONSULS	France	832139026	Isneauville (76)	75%	56,25%	100%	75%
ROUEN RUE DE LA MARE DU PARC	France	850206020	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN RUE BOUVREUIL	France	794652842	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ROUEN RUE GENERAL LECLERC	France	835203688	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
PROJET 47	France	843655358	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
SELLONIS	France	533319539	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
SENTE DES FORRIERES	France	502756265	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ST LEGER DU BOURG DENIS	France	831612833	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
VILLA TIBURE	France	515090165	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
LINKT	France	815109467	Puteaux (92)	100%	87,95%	100%	87,95%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	87,95%	87,95%	87,95%	87,95%
LINKT PRESTATIONS	France	831478375	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.1 (ex. LINKT 1)	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%

Projet 3.2 (ex. LINKT 2)	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.3 (ex. LINKT 3)	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
VILLA GINKGOS-BVCS	France	529461923	Château d'Olonne (85)	58.42%	58.42%	58.42%	58.42%
VILLA GINKGOS-BELLES RIVES	France	819969882	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-GINKGOS IMMO	France	804166635	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LES ALISIERS	France	791122583	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LES AMANDIERS (ex Projet 1)	France	833354681	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LE BILOBA (ex Projet 2)	France	844259846	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-LES ERABLES	France	832113328	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS – LES FIGUIERS	France	879781128	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS – LES LAURIERS	France	879750925	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS – LES OLIVIERS	France	879781177	Château d'Olonne (85)	100%	58.42%	100%	58.42%
VILLA GINKGOS-PROJET 3	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires de l'exercice social clos le 31/12/2020 est de 241 637 198 euros. Il était de 219 859 267 euros au titre de l'exercice précédent.

Le total des produits d'exploitation de l'exercice est de 509 781 442 euros contre 346 807 822 euros pour l'exercice précédent.

Le total des charges d'exploitation de l'exercice est de 490 880 850 euros contre 329 597 339 euros pour l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation s'établit donc à un montant de 18 902 266 euros contre un montant de 17 210 743 euros au titre de l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat financier d'un montant de -6 200 805 euros et du résultat exceptionnel de 43 382 653 euros, le résultat courant avant impôts de l'exercice s'élève à un montant de 56 084 114 euros.

Au titre de l'exercice précédent, le résultat financier était de -3 959 626 euros et le résultat exceptionnel de 21 217 028 euros pour un résultat courant avant impôts de 34 468 145 euros. Le résultat net des entreprises intégrées de l'exercice est de 38 027 039 euros contre 25 019 888 euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'ensemble consolidé est constitué par un bénéfice de 37 978 071 euros contre un bénéfice de 24 613 559 euros au titre de l'exercice précédent et le résultat net part du Groupe est constitué par un bénéfice de 34 414 623 euros contre un bénéfice de 22 541 971 euros au titre de l'exercice précédent.

SITUATION DE L'ENSEMBLE CONSTITUE PAR LES SOCIETES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION

ALTITUDE SAS :

Compte tenu de la crise sanitaire, l'entreprise a massivement recouru au télétravail, sans toutefois perturber l'activité.

Altitude SAS a souscrit à un prêt garanti par l'état d'un montant de 600KE.

ALTITUDE a acquis en 09/2020 un ensemble immobilier au 23 Rue de l'Arcade à Paris afin d'y accueillir son siège social début 2021 après la réalisation de travaux de rénovation.

SOUS GROUPE AIH :

L'année 2020 a été très riche en termes de développement pour le groupe AIH.

Appels d'offre et contrats de DSP

Sur le plan des appels d'offre, AITHD a réussi une percée spectaculaire dans la région Bourgogne Franche Comté, en signant le 5 février 2020 un contrat de Délégation de Service Public avec le département de l'Yonne (déjà annoncé en 2019) et en se voyant également attribuer le marché d'affermage du Doubs et le marché affermo-concessif du Jura.

Le marché de l'Yonne prend la forme d'un projet concessif FttH de 30 ans visant à couvrir 100% des Icaunais d'ici 3 ans, soit 120 000 nouvelles prises à déployer. La société Yconik qui porte le contrat est détenue à 100% par AITHD, et a levé son financement le 13 février, avec pour la première fois dans l'histoire d'Altitude Infra des acteurs bancaires européens au premier tour de financement, en plus de partenaires habituels.

Altitude Infra, via une autre filiale, était titulaire d'un contrat de Régie avec le syndicat mixte du Doubs, qui arrive à terme en septembre 2021. En 2020, AITHD a racheté la société Doubs La Fibre, titulaire de ce contrat, et a par ailleurs gagné le marché d'affermage des 120 000 prises du département, dont quasiment 80 000 seront construites au démarrage du contrat de DSP. Ce marché est conclu pour une durée de 15 ans. Ce succès témoigne de l'excellente relation nouée avec la collectivité, et de la reconnaissance d'Altitude Infra sur ses compétences de gestionnaire de réseaux.

Pour être complet sur le développement commercial en Bourgogne Franche Comté, le département du Jura a également alloué 87 000 prises en concession et 50 000 prises en affermage dans un contrat de DSP à Altitude Infra, sur une durée de 30 ans, parachevant une année de conquêtes dans cette région.

Le groupe Altitude Infra, via sa filiale Altitude Infra Construction, a également remporté un marché de travaux dans le département de la Manche, où le groupe est déjà présent depuis 2015 à travers un contrat de DSP d'affermage, venant à nouveau témoigner de l'excellente relation entre le groupe et la collectivité. Ce marché consiste en la conception et la construction de 186 000 prises (101 000 prises en tranche ferme et 85 000 prises en tranche optionnelle).

Financements, croissance externe et capacité de développement

Sur le plan des financements, l'actualité a également été chargée en 2020 avec, en plus du financement de l'Yonne déjà évoqué, la signature du financement des AMELs (Côte d'Or et Landes, marchés gagnés en 2019) en décembre 2020 au sein d'une société Holding. Pour un financement de plus de 260m€, ce financement représente une innovation à plusieurs titres pour Altitude Infra : premier financement de réseaux propriétaires, réalisé en Hard mini perm, avec un CRFP avoisinant les 100m€, entièrement couvert par des garanties émises par un pool de banques emmenés par 3 co-arrangeurs, dont un acteur qui entre en relation pour la première fois avec Altitude Infra.

AITHD a également signé avec un investisseur en dette de premier plan un financement en dette mezzanine, en 2 tranches, pour un total de 245m€, permettant d'assurer le développement d'AITHD et sa capacité à injecter les fonds nécessaires dans les projets gagnés.

En février 2020, Altitude Infrastructure Holding (AIH) a racheté à AITHD les parts de la société Halié (filiale détenue à 100%).

Halié a par la suite procédé à une augmentation de capital de 25 millions d'euros, puis en juin 2020, a racheté le fonds de commerce Kosc Télécom pour un montant total de 14 millions d'euros.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du développement du Groupe, pour qui la fibre professionnelle représente un relais de croissance substantiel et qui permettra ainsi d'augmenter le chiffre d'affaire Wholesale au-delà de ce qui est déjà généré par les Réseaux d'Initiative Publique.

Un plan d'investissement est d'ores et déjà prévu pour rendre l'offre de Kosc Télécom la plus performante et compétitive possible.

Enfin, la capacité de développement d'AITHD a été encore renforcée avec l'arrivée au capital d'un investisseur minoritaire, UBS AM, qui a pris en 2020 5,71% du capital, et a annoncé son intention de pouvoir investir en complément jusqu'à 250m€ par augmentation de capital dans AITHD, à partir de 2021.

Cette opération a entraîné de facto la dilution d'AIH dans le sous-groupe AITHD, portant ainsi sa participation de 100% à 94,29%. L'impact de cette dilution s'est fait sur la base des comptes d'AITHD et de ses filiales au 31 décembre 2020 et s'est traduite par une plus-value exceptionnelle consolidée de 45,6 millions d'euros.

Déploiement et commercialisation des réseaux

Le déploiement s'est accéléré en 2020, malgré la crise sanitaire, avec la livraison par le constructeur de plus de 481 000 prises, dont 372 000 nouvelles prises commercialisables, en particulier sur les réseaux de Rosace et Losange, qui figurent régulièrement dans le Top 3 de l'indicateur Tactis de suivi du déploiement de la fibre dans les RIP.

L'année 2020 est également une année cruciale pour les réseaux d'AITHD puisque tous les opérateurs commerciaux d'envergure nationale (OCEN – soit Orange, SFR, Bouygues et Free) étaient présents depuis le début de l'année. En particulier, Free, ayant mis en place sa structure IFT (Investissement dans la Fibre des Territoires) pour investir en cofinancement sur les RIP, a été un acteur particulièrement actif de la commercialisation en 2020. Orange a été également très mobilisé pour convertir ses clients ADSL et faire de la conquête de nouveaux clients sur nos réseaux. Ainsi, ce sont plus de 169 000 nouveaux clients en 2020 pour les réseaux d'AITHD, ce qui correspond à un doublement de notre parc client par rapport à fin 2019, faisant ainsi passer le taux de pénétration (rapport entre le nombre de clients et les prises ouvertes à la commercialisation) de 20% à fin 2019 à près de 32% à fin 2020.

L'année 2020, qui a été singulière pour les équipes d'Altitude Infra comme pour tout le monde en France et dans le monde, a également permis de mettre en exergue l'importance, désormais cruciale, des questions de fracture numérique. Ainsi, au-delà d'usages purement récréatifs chez soi, le sujet du débit est devenu une préoccupation pour beaucoup de concitoyens obligés de télétravailler, et pour lesquels la fibre constitue une réponse pertinente à ces besoins croissants.

Impact de la crise sanitaire

L'apparition de la Covid-19 au cours de l'année 2020 a impacté le niveau d'activité de l'ensemble des sociétés du groupe AITHD, notamment lors du confinement intervenu de mars à mai pendant lequel les actions de commercialisations ont été perturbées (équipe commerciale en Télétravail, annulation des réunions publiques, annulation des actions réalisées auprès des entreprises). Toutefois, l'organisation mise en œuvre au cours de cette période a permis de maintenir la partie de l'activité liée à l'exploitation-maintenance du réseau (production et raccordements, facturation, recouvrement...).

La deuxième période de confinement intervenue en novembre n'a quasiment pas impacté l'activité puisque l'ensemble des activités de commercialisation et d'exploitation ont été maintenues.

Le sous-groupe AIH n'a pas eu recours aux PGE mais a bénéficié de reports d'échéances de 6 mois sur certains emprunts, pour un montant total de 4,4 millions d'euros.

La durée de ces emprunts a été allongée de 6 mois en fin de contrat.

LINKT Holding et ses filiales :

La société LINKT a engrangé 19 millions de prises de commandes sur l'exercice 2020, témoignant d'une bonne résistance dans cette année marquée par la pandémie mondiale.

Ces contrats d'abonnement, majoritairement signés sur 3 ans, garantissent à Linkt ses revenus des prochaines années.

L'entreprise a dû s'adapter, et l'agilité de ses équipes, la relation de proximité avec ses clients et le caractère vital pour les entreprises des services de télécommunication de maintenir leur activité malgré les mesures fortes de télétravail, lui ont permis de maintenir une croissance soutenue.

La notation financière solide de la majorité des clients Linkt nous permet d'envisager sereinement les prochaines années dans un contexte de reprise qui reste à construire pour l'économie française.

Après 4 ans d'activité marquée par une croissance remarquable, LINKT dégage en 2020 un EBITDA positif à hauteur de 3,9 millions d'euros.

LINKT a confirmé en 2020 sa capacité à convaincre les sociétés du CAC 40 à souscrire à son offre de services télécoms, grâce à la conquête de nouveaux clients mais aussi en faisant croître le nombre de services vendus aux clients déjà en parc.

Par ailleurs Linkt a terminé en 2020 trois grandes phases de son développement :

- L'augmentation de capacité de son réseau de collecte nationale pour accompagner la croissance du parc client et la sécurisation de la partie Sud de ce réseau, afin de garantir et maîtriser la qualité de service attendue par les clients Entreprises ;
- La mise en place de collecte régionale pour optimiser sa structure de coûts tout en améliorant la qualité du service rendu ;

- La bascule de 100% des commandes dans l'ERP mis en service en 2019. Ceci permet de bénéficier de l'ensemble des logiciels et process développés pour optimiser l'efficacité opérationnelle, la qualité de déploiement, la réactivité et réduire les délais entre commande et facturation.

LINKT a souscrit à un prêt garanti par l'état d'un montant de 10,3 millions d'euros.

SOUS GROUPE VILLAS Ginkgos – Bien vivre chez soi :

Les 4 établissements exploités par le groupe VILLAS GINKGOS ont dégagé un résultat net positif en 2020 malgré la crise sanitaire qui a diminuée certains postes de chiffre d'affaires.

Les capitaux propres augmentent de 290K€ pour représenter en fin d'exercice environ 56% du total bilan.

Le développement du groupe VILLAS GINKGOS s'est accéléré en 2020 avec la signature de trois baux en l'Etat Futur d'Achèvement dans les villes de Bourges, Toulouse et Rouen, à travers les filiales VILLAS GINKGOS LE BILOBA, VILLAS GINKGOS LES OLIVIERS et VILLAS GINKGOS LES ERABLES.

Les filiales VILLAS GINKGOS LES FIGUIERS, VILLAS GINKGOS LES LAURIERS et VILLAS GINKGOS LES OLIVIERS ont été intégrées au groupe d'intégration fiscale au 1er janvier 2020.

Le sous-groupe VG n'a pas eu recours aux PGE mais a bénéficié de certains reports d'échéances de prêts entre avril et août 2020, entièrement remboursés en septembre 2020.

ALTEAME (ex-ALTITUDE Lotissement) :

La société ALTEAME a opéré en 2020 une numérisation du parcours client de manière à maintenir une activité optimale pendant les phases de confinement et de distanciation sociale.

La communication de l'entreprise a été réorientée sur les médias numériques notamment les réseaux sociaux pour mieux cibler sa prospection commerciale.

Dans un souci d'optimisation de l'effort commercial, l'entreprise a mis en œuvre des mesures visant à diminuer le taux d'annulation des réservations avec succès, celui-ci ayant été divisé par 3.

ALTEAME termine une année record de signature de promesse de vente (enjeux majeurs des aménageurs) avec 12 nouvelles opérations pour 244 lots de terrains à bâtir à commercialiser dans les années à venir.

ALTEAME a souscrit à un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 774K€.

SOUS GROUPE CAP HORN :

La société Cap Horn Promotion a livré sur l'exercice :

1 logement collectif à Mont-Saint-Aignan, Chemin de Clères ;

2 logements collectifs à Bois Guillaume Rue Vittecoq.

La société Cap Horn Promotion a cédé 10 terrains situés à St Aubin Celloville sur le programme Villa Sellonis.

Les sociétés Le Havre Levis Strauss, Roncherolles, Rouen Rue Bouvreuil, Villa Tibure et Villa Cornélia (entité non consolidée) ont fait l'objet d'une dissolution amiable au cours de l'exercice 2020.

Cap Horn Promotion a cédé 249 titres de la SCCV Rouen palais des Consuls au profit de Crédit Agricole Immobilier.

Cap Horn Participations a cédé 1 titre de la SCCV Rouen Palais des Consuls au profit de Crédit Agricole Immobilier.

Cap Horn Promotion a souscrit un Prêt Garanti par l'Etat à hauteur de 1,5 millions d'euros.

RESULTATS DE L'ACTIVITE DU GROUPE - PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES

Néant

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE D'ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES ET LA DATE A LAQUELLE ILS SONT ETABLIS

ALTITUDE SAS

ALTITUDE a modifié son siège social en date du 11/01/2021 passant du 75 Boulevard Haussmann PARIS 8 au 23 Rue de l'Arcade PARIS 8.

AIH et ses filiales :

Avenants

Deux avenants aux contrats de DSP ont été signés avec les collectivités et validés en Préfecture en ce début d'année 2021.

Ainsi, THD66 a pu signer un avenant avec le département des Pyrénées-Orientales, prévoyant une extension du périmètre de travaux et la prolongation de la DSP de 3 ans. Manche Fibre, société titulaire du contrat de DSP d'affermage sur le département, a signé avec le syndicat mixte Manche Numérique un avenant clé dans le développement de la DSP qui permet de sécuriser des financements pour la collectivité et qui allonge la durée du contrat de 6 ans.

Nouveaux marchés

AITHD a conclu un accord avec la communauté de communes de Niederbronn, dans le Bas-Rhin, pour la construction, l'exploitation et la commercialisation de 10 000 prises environ, qui constitue un réseau privé (pas de retour prévu à la collectivité).

Développement

Dans les derniers jours du mois de mars 2021, AITHD a ouvert son capital à un second actionnaire minoritaire, Swiss Life Asset Management, qui prend 4,55% du capital et s'engage à effectuer d'ici la fin de l'année 2022 des investissements complémentaires sous formes primaire et secondaire.

L'entrée de ce nouvel actionnaire, en plus d'UBS AM, est une marque supplémentaire de la solidité du business model d'AITHD et permet de conforter la stratégie de conquête et de développement du groupe Altitude Infra.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DU GROUPE

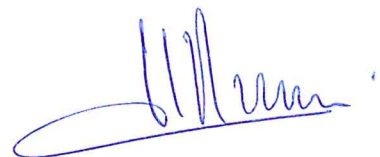
Certaines filiales ont engagé une politique en matière de recherche et développement sur l'exercice 2020.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE L'ENSEMBLE CONSTITUE PAR LES SOCIETES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'objectif prioritaire du Groupe est, au cours de l'exercice 2021, de poursuivre le développement de ses activités, en fonction des opportunités qui se présenteront.

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées, recevront votre agrément, et que vous voudrez bien donner quitus de sa gestion au Président, de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Le Président



Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

		Article D. 441 I, 1° du Code de commerce: <u>Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu</u>						Article D. 441 I, 2° du Code de commerce: <u>Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu</u>						
		0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL (1 jour et plus)	
(A) Tranches de retard de paiement														
Nombre de factures concernées	6							27						
Montant total des factures concernées (Préciser HT ou TTC)	-4.846 TTC	19.776 TTC	0 TTC	0 TTC	0 TTC	8.142 TTC	27.918 TTC	13.280 TTC	141 TTC	-25.652 TTC	35.000 TTC	259.733 TTC	282.502 TTC	
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (Préciser HT ou TTC)	-0.24 TTC	0,98 TTC	0 TTC	0 TTC	0 TTC	0,40 TTC	1.37 TTC							
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (Préciser HT ou TTC)														
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées														
Nombre des factures exclues														
Montant total des factures exclues (Préciser HT ou TTC)														
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)														
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels : (préciser) ☒ Délais légaux : 30 jours fin de mois						☐ Délais contractuels : (préciser) ☒ Délais légaux : 30 jours fin de mois							

ALTITUDE

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu en pourcentage	Résultat fiscal du dernier exercice clos
<i>Renseignements détaillés concernant les filiales et participations</i>			31/12/2020
FILIALES ET PARTICIPATIONS			
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	119 103 432	82,46%	2 962 634 €
ALTITUDE GESTION IMMOBILIERE	197 534	100%	96 721 €
ALTEAME	1 447 218	90%	25 421 €
CAP HORN PROMOTION	1 928 122	75%	418 061 €
ALCALA	- 6 802	100%	-10 179 €
VILLA GINKGOS - BVCS	3 163 990	58%	-342 022 €
FAR EAST	8 949 491	100%	-44 717 €
LINKT HOLDING	1 300 502	87,95%	0 €
AEVENTS	- 15 711	100%	-4 038 €
IFE 1	8 017	100%	-1 983 €
IFE 2	7 992	100%	-2 008 €
IFE 3	8 017	100%	-1 983 €

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Période du 01/01/20 au 31/12/20

ALTITUDE

	CAPITAUX PROPRES 2019	Correction	RESULTAT COMPTABLE 2020	Dividendes versés	Mvts	CAPITAUX PROPRES 2020	Nbre de titres détenus	Valeur participation au bilan	% participation	VALEURS DES TITRES AU 31/12/20
ALTITUDE SAS	71 058 262		57 669		3 175	71 119 106	116 045	6 274 636	82,46%	6 274 636
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	64 130 756		54 972 676			119 103 432	10 000	10 000	100%	10 000
ALTITUDE GESTION IMMOBILIERE	123 283		74 251			197 534	36 000	109 800	90%	109 800
ALTEAME	1 377 304		69 914			1 447 218	102 600	744 746	75%	744 746
CAP HORN PROMOTION	1 636 396		291 726			1 928 122	68 295	308 295	100%	-
ALCALA	3 377	-	10 179			-6 802	3 935	3 083 082	58,42%	3 083 082
VILLA GINKGOS - BVCS	3 078 502		85 488			3 163 990	100 000	17 000 000	100%	14 000 000
FAR EAST (Résultat provisoire)	8 994 208	-	44 717			8 949 491	1 011 461	1 011 461	87,95%	1 011 461
LINKT HOLDING	1 164 461	-	136 041			1 300 502	1 000	1 000	100%	1 000
AEVENTS	-11 673	-	4 038			-15 711	1 000	1 000	100%	1 000
IFE1	10 000	-	1 983			8 017	1 000	10 000	100%	10 000
IFE2	10 000	-	2 008			7 992	1 000	10 000	100%	10 000
IFE3	10 000	-	1 983			8 017	1 000	10 000	100%	10 000

SAS ALTITUDE

SAS au Capital de 512 911 Euros

23 rue de l'Arcade

75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2020

SAS ALTITUDE

SAS au Capital de 512 911 Euros

23 rue de l'Arcade

75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2020

Sommaire

- Rapport sur les comptes consolidés
-

ALTITUDE
23 rue de l'Arcade
75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la SAS ALTITUDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période de 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

- Impact des variations du périmètre de consolidation : le paragraphe 3 « Périmètre de consolidation » de l'annexe expose l'évolution du périmètre de consolidation sur l'exercice. Dans le cadre de notre justification d'appréciation, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode de détermination du périmètre de consolidation et ses modalités d'application ainsi que des informations fournies dans les notes de l'annexe.
- Traitement du résultat des minoritaires : la paragraphe 2.1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose le traitement comptable appliqué pour les intérêts minoritaires et les subventions. Dans le cadre de notre justification d'appréciation nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode de détermination de ces intérêts minoritaires et ses modalités d'application ainsi que des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du le Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Mont Saint Aignan et Paris, le 21 juin 2021

Les commissaires aux comptes

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Hervé DOISY

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line and a small flourish.

CABINET ROBIN COFIDUREC

Olivier ROBIN

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'OR' followed by a diagonal line.

ALTITUDE
Comptes consolidés
Exercice clos le 31.12.2020

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

En KC :	Notes :	31/12/2020		31/12/2019
		Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé				
Ecart d'acquisition	11	2 390	1 024	1 366
Immobilisations incorporelles	12	101 168	23 011	78 157
Immobilisations en concession	13	199 750	27 720	172 030
Immobilisations corporelles	14	313 469	19 710	293 759
Immobilisations financières	15	64 751	14 420	50 330
Total Actif Immobilisé		681 528	85 886	595 642
Stocks et encours	16.1	65 363	0	65 363
Clients et comptes rattachés	16.2	105 477	12 766	92 711
Autres créances et comptes de régularisation	16.3	178 220	26 634	151 586
Impôt différé actif	10.2	1 116		1 116
Valeurs mobilières de placement	17	11 265		11 265
Disponibilités	17	303 255		303 255
Total Actif		1 346 224	125 286	1 220 939
Capital	18			513
Primes liées au capital				8 734
Réserves				60 974
Subventions				22 854
Résultat de l'exercice				34 415
Autres				0
Total Capitaux Propres part du groupe				127 489
Intérêts hors groupe				14 042
Provisions	19			7 172
Comptes courants des associés majoritaires				5 095
Comptes courants des associés minoritaires				9 217
Emprunts et dettes financières (*)	20			553 861
Fournisseurs et comptes rattachés	16.2			326 606
Autres dettes et comptes de régularisation	16.3			177 456
Total Passif				1 220 939
(*)				
Dettes projet sans recours actionnaire		378 500	211 960	
Dettes corporate		175 361	126 408	
Total emprunts et dettes financières		553 861	338 369	

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

<i>En K€ :</i>	<i>Notes :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	4	241 637	219 859
Production Immobilisée Intragroupe	5	222 610	96 316
Autres produits d'exploitation	5	44 499	29 518
Achats consommés		-394 335	-256 187
Charges de personnel	6.2	-61 036	-50 142
Autres charges d'exploitation		-4 052	-2 543
<i>EBITDA (*)</i>		49 324	36 821
Impôts et taxes		-4 647	-2 830
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	7	-25 776	-16 781
Résultat d'exploitation		18 902	17 211
Charges et produits financiers	8	-6 201	-3 960
Résultat courant des sociétés intégrées		12 701	13 251
Charges et produits exceptionnels	9	43 383	21 217
Participation des salariés		-3 291	-1 687
Impôt sur les bénéfices	10	-14 766	-7 762
Résultat net des entreprises intégrées		38 027	25 020
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	11	-49	-406
Résultat net de l'ensemble consolidé		37 978	24 614
Intérêts minoritaires		3 563	2 072
Résultat net (part du groupe)		34 415	22 542
Résultat par action (en K€)		67,10	43,95
(*)			
EBITDA Projet		-9 520	-8 813
EBITDA Corporate		58 844	45 634
Total		49 324	36 821

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

<i>En KC :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net total consolidé	37 978	24 614
Ajustements		
Elim. des amortissements et provisions	26 347	17 640
Elim. de la variation d'impôt différé	64	444
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-42 838	-2 298
Total marge brute d'autofinancement	21 551	40 400
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	165 684	26 658
Flux de trésorerie générés par l'activité (1)	187 235	67 058
Incidence des variations de périmètre	45 131	-838
Acquisition d'immobilisations*	-332 195	-145 757
Variation BFR Investissement	6 403	3 227
Acompte sur cession d'immobilisations		
Cession d'immobilisations	536	9 223
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-280 125	-134 145
Augmentation de capital		
Augmentations (réductions) de comptes courants hors groupe	1 000	-9 856
Emission d'emprunts	258 323	184 326
Remboursement d'emprunts	-43 954	-13 636
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		
Dividendes payés aux minoritaires	-2 559	
Cession (acq.) nette actions propres		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	212 810	160 834
Incidence de la variation des taux de change		
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de trésorerie	119 920	93 747
Trésorerie d'ouverture cf note 17	188 326	94 579
Trésorerie de clôture cf note 17	308 245	188 326
<i>* dont subventions d'investissements</i>	<i>3745</i>	<i>3157</i>

- (1) L'année 2020 est marquée par une forte progression des flux de trésorerie générés par l'activité, passant de 67 058K€ à 187 235K€, traduisant la progression de l'activité en 2020.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Libellés (K€)	Groupe	Hors Groupe	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2019	100 450	4 116	104 566
Distribution de dividendes		-2 559	-2 559
Augmentation de capital			
Résultat 2020	34 415	3 563	37 978
Variation de périmètre	116	-604	-488
Actions propres			0
Variation des subventions d'investissements	997	1 036	2 033
Correction partage groupe minoritaires sur subventions d'investissements	-8 490	8 490	0
Autres			0
Capitaux propres au 31/12/2020	127 489	14 042	141 531

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTES ANNEXES

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020.....	3
TABEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020	4
TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
1 Faits majeurs de l'exercice.....	9
2 Principes et méthodes comptables	14
2.1 Règles et méthodes comptables.....	14
2.2 Entités ad hoc	15
2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés	15
2.4 Recours à des estimations.....	15
2.5 Regroupements d'entreprises	15
2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères....	16
2.7 Immobilisations incorporelles	16
2.8 Délégation de service public	17
2.9 Immobilisations corporelles	18
2.10 Contrats de location	18
2.10.1 Location-financement.....	18
2.10.2 Location simple	19
2.11 Participations et autres immobilisations financières	19
2.12 Stocks et en-cours	19
2.13 Valeurs mobilières de placement.....	19
2.14 Créances	19
2.15 Impôt différé.....	19
2.16 Engagements envers les salariés	21
2.17 Provisions	21
2.18 Fournisseurs et autres créditeurs	21
2.19 Chiffre d'affaires	22
2.20 Résultat net par action	22
3 Périmètre de consolidation	22
4 Chiffre d'affaires	27
5 Autres produits.....	27
6 Personnel	28
6.1 Effectifs	28
6.2 Charges de personnel	28
7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	29
8 Résultat financier.....	29
9 Résultat exceptionnel	30
10 Impôts sur les résultats.....	31

10.1	Charge d'impôt.....	31
10.2	Actifs et Passifs d'impôts différés	32
11	Goodwill net.....	32
12	Immobilisations incorporelles nettes.....	33
13	Immobilisations mises en concession	34
14	Immobilisations corporelles nettes	35
15	Immobilisations financières nettes	36
16	Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement.....	37
16.1	Stocks et encours	37
16.2	Créances et dettes d'exploitation	37
16.3	Autres créances et autres dettes d'exploitation	37
17	Trésorerie et équivalents de trésorerie	38
18	Capitaux propres consolidés	38
19	Provisions	39
20	Emprunts bancaires et passifs financiers.....	39
21	Engagements hors bilan	40
22	Événements postérieurs à la clôture de l'exercice	46

1 Faits majeurs de l'exercice

ALTITUDE SAS :

Compte tenu de la crise sanitaire, l'entreprise a massivement recouru au télétravail, sans toutefois perturber l'activité.

Altitude SAS a souscrit à un prêt garanti par l'état d'un montant de 600K€.

ALTITUDE a acquis en 09/2020 un ensemble immobilier au 23 Rue de l'Arcade à Paris afin d'y accueillir son siège social début 2021 après la réalisation de travaux de rénovation.

SOUS GROUPE ALTITUDE INFRA :

L'année 2020 a été très riche en termes de développement pour le groupe Altitude Infra.

Appels d'offre et contrats de DSP

Sur le plan des appels d'offre, Altitude Infra via sa filiale AITHD a réussi une percée spectaculaire dans la région Bourgogne Franche Comté, en signant le 5 février 2020 un contrat de Délégation de Service Public avec le département de l'Yonne (déjà annoncé en 2019) et en se voyant également attribué le marché d'affermage du Doubs et le marché affermo-concessif du Jura.

Le marché de l'Yonne prend la forme d'un projet concessif FttH de 30 ans visant à couvrir 100% des Icaunais d'ici 3 ans, soit 120 000 nouvelles prises à déployer. La société Yconik qui porte le contrat est détenue à 100% par AITHD, et a levé son financement le 13 février, avec pour la première fois dans l'histoire d'Altitude Infra des acteurs bancaires européens au premier tour de financement, en plus de partenaires habituels.

Altitude Infra, via sa filiale Altitude Infrastructure (AI SAS), était titulaire d'un contrat de Régie avec le syndicat mixte du Doubs, qui arrive à terme en septembre 2021. En 2020, AI THD a racheté à Altitude Infrastructure (AI SAS) la société Doubs La Fibre, titulaire de ce contrat, et a par ailleurs gagné le marché d'affermage des 120,000 prises du département, dont quasiment 80,000 seront construites au démarrage du contrat de DSP. Ce marché est conclu pour une durée de 15 ans. Ce succès témoigne de l'excellente relation nouée avec la collectivité, et de la reconnaissance d'Altitude Infra sur ses compétences de gestionnaire de réseaux.

Pour être complet sur le développement commercial en Bourgogne Franche Comté, le département du Jura a également alloué 87,000 prises en concession et 50,000 prises en affermage dans un contrat de DSP au Groupe Altitude Infra, sur une durée de 30 ans, parachevant une année de conquêtes dans cette région.

Le groupe Altitude Infra, via sa filiale Altitude Infra Construction, a également remporté un marché de travaux dans le département de la Manche, où le groupe est déjà présent depuis 2015 à travers un contrat de DSP d'affermage, venant à nouveau témoigner de l'excellente relation entre le groupe et la collectivité. Ce marché consiste en la conception et la construction de 186 000 prises (101 000 prises en tranche ferme et 85 000 prises en tranche optionnelle).

Financements, croissance externe et capacité de développement

Sur le plan des financements, l'actualité a également été chargée en 2020 avec, en plus du financement de l'Yonne déjà évoqué, la signature du financement des AMELs (Côte d'Or et Landes, marchés gagnés en 2019) en décembre 2020 au sein d'une société Holding.

Pour un financement de plus de 260 millions d'euros, ce financement représente une innovation à plusieurs titres pour Altitude Infra : premier financement de réseaux propriétaires, réalisé en Hard mini perm, avec un CRFP avoisinant les 100 millions d'euros, entièrement couvert par des garanties émises par un pool de banques emmenés par 3 co-arrangeurs, dont un acteur qui entre en relation pour la première fois avec Altitude Infra.

AITHD a également signé avec un investisseur en dette de premier plan un financement en dette mezzanine, en 2 tranches, pour un total de 245 millions d'euros, permettant d'assurer le développement d'AITHD et sa capacité à injecter les fonds nécessaires dans les projets gagnés.

En février 2020, Altitude Infrastructure Holding (AIH) a racheté à AITHD les parts de la société Halié (filiale détenue à 100%).

Halié a par la suite procédé à une augmentation de capital de 25 millions d'euros, puis en juin 2020, a racheté le fonds de commerce Kosc Télécom pour un montant total de 14 millions d'euros.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du développement du Groupe, pour qui la fibre professionnelle représente un relais de croissance substantiel et qui permettra ainsi d'augmenter le chiffre d'affaire Wholesale au-delà de ce qui est déjà généré par les Réseaux d'Initiative Publique.

Un plan d'investissement est d'ores et déjà prévu pour rendre l'offre de Kosc Télécom la plus performante et compétitive possible.

Enfin, la capacité de développement d'AITHD a été encore renforcée avec l'arrivée au capital d'un investisseur minoritaire, UBS AM, qui a pris en 2020 5,71% du capital, et a annoncé son intention de pouvoir investir en complément jusqu'à 250 millions d'euros par augmentation de capital dans AITHD, à partir de 2021.

Cette opération a entraîné de facto la dilution d'AIH dans le sous-groupe AITHD, portant ainsi sa participation de 100% à 94,29%. L'impact de cette dilution s'est fait sur la base des comptes d'AITHD et de ses filiales au 31 décembre 2020 et s'est traduite par une plus-value exceptionnelle consolidée de 45,6 millions d'euros (cf §9 Résultat exceptionnel).

Déploiement et commercialisation des réseaux

Le déploiement s'est accéléré en 2020, malgré la crise sanitaire (cf paragraphe ci-après), avec la livraison par le constructeur de plus de 481,000 prises, dont 372,000 nouvelles prises commercialisables, en particulier sur les réseaux de Rosace et Losange, qui figurent régulièrement dans le Top 3 de l'indicateur Tactis de suivi du déploiement de la fibre dans les RIP.

L'année 2020 est également une année cruciale pour les réseaux d'AITHD puisque tous les opérateurs commerciaux d'envergure nationale (OCEN – soit Orange, SFR, Bouygues et Free) étaient présents depuis le début de l'année. En particulier, Free, ayant mis en place sa structure IFT (Investissement dans la Fibre des Territoires) pour investir en cofinancement sur les RIP, a été un acteur particulièrement actif de la commercialisation en 2020. Orange a été également très mobilisé pour convertir ses clients ADSL et faire de la conquête de

nouveaux clients sur nos réseaux. Ainsi, ce sont plus de 169,000 nouveaux clients en 2020 pour les réseaux d'AITHD, ce qui correspond à un doublement de notre parc client par rapport à fin 2019, faisant ainsi passer le taux de pénétration (rapport entre le nombre de clients et les prises ouvertes à la commercialisation) de 20% à fin 2019 à près de 32% à fin 2020.

L'année 2020, qui a été singulière pour les équipes d'Altitude Infra comme pour tous en France et dans le monde, a également permis de mettre en exergue l'importance, désormais cruciale, des questions de fracture numérique. Ainsi, au-delà d'usages purement récréatifs chez soi, le sujet du débit est devenu une préoccupation pour beaucoup de concitoyens obligés de télétravailler, et pour lesquels la fibre constitue une réponse pertinente à ces besoins croissants.

Impact de la crise sanitaire

L'apparition de la Covid-19 au cours de l'année 2020 a impacté le niveau d'activité de l'ensemble des sociétés du groupe AITHD, notamment lors du confinement intervenu de mars à mai pendant lequel les actions de commercialisations ont été perturbées (équipe commerciale en Télétravail, annulation des réunions publiques, annulation des actions réalisées auprès des entreprises). Toutefois, l'organisation mise en œuvre au cours de cette période a permis de maintenir la partie de l'activité liée à l'exploitation-maintenance du réseau (production et raccordements, facturation, recouvrement...).

La deuxième période de confinement intervenue en novembre n'a quasiment pas impacté l'activité puisque l'ensemble des activités de commercialisation et d'exploitation ont été maintenues.

Le Groupe Altitude Infra n'a pas eu recours aux PGE mais a bénéficié de reports d'échéances de 6 mois sur certains emprunts, pour un montant total de 4,4 millions d'euros. La durée de ces emprunts a été allongée de 6 mois en fin de contrat.

LINKT Holding et ses filiales :

La société LINKT a engrangé 19 millions de prises de commandes sur l'exercice 2020, témoignant d'une bonne résistance dans cette année marquée par la pandémie mondiale.

Ces contrats d'abonnement, majoritairement signés sur 3 ans, garantissent à Linkt ses revenus des prochaines années.

L'entreprise a dû s'adapter, et l'agilité de ses équipes, la relation de proximité avec ses clients et le caractère vital pour les entreprises des services de télécommunications de maintenir leur activité malgré les mesures fortes de télétravail, lui ont permis de maintenir une croissance soutenue.

La notation financière solide de la majorité des clients Linkt nous permet d'envisager sereinement les prochaines années dans un contexte de reprise qui reste à construire pour l'économie française.

Après 4 ans d'activité marquée par une croissance remarquable, le sous-groupe LINKT dégage en 2020 un EBITDA positif à hauteur de 3,9 millions d'euros.

LINKT a confirmé en 2020 sa capacité à convaincre les sociétés du CAC 40 à souscrire à son offre de services télécoms, grâce à la conquête de nouveaux clients mais aussi en faisant croître le nombre de services vendus aux clients déjà en parc.

Par ailleurs Linkt a terminé en 2020 trois grandes phases de son développement :

- L'augmentation de capacité de son réseau de collecte national pour accompagner la croissance du parc client et la sécurisation de la partie Sud de ce réseau, afin de garantir et maîtriser la qualité de service attendue par les clients Entreprises ;
- La mise en place de collecte régionale pour optimiser sa structure de coûts tout en améliorant la qualité du service rendu ;
- La bascule de 100% des commandes dans l'ERP mis en service en 2019. Ceci permet de bénéficier de l'ensemble des logiciels et process développés pour optimiser l'efficacité opérationnelle, la qualité de déploiement, la réactivité et réduire les délais entre commande et facturation.

LINKT a souscrit à un prêt garanti par l'état d'un montant de 10,3 millions d'euros.

SOUS GROUPE VILLAS Ginkgos – Bien vivre chez soi :

Les 4 établissements exploités par le groupe VILLAS GINKGOS ont dégagé un résultat net positif en 2020 malgré la crise sanitaire qui a diminuée certains postes de chiffre d'affaires.

Les capitaux propres augmentent de 290K€ pour représenter en fin d'exercice environ 56% du total bilan.

Le développement du groupe VILLAS GINKGOS s'est accéléré en 2020 avec la signature de trois baux en l'Etat Futur d'Achèvement dans les villes de Bourges, Toulouse et Rouen, à travers les filiales VILLAS GINKGOS LE BILOBA, VILLAS GINKGOS LES OLIVIERS et VILLAS GINKGOS LES ERABLES.

La société VILLAS GINKGOS BIEN - VIVRE CHEZ SOI avait constitué un groupe d'intégration fiscale au 1er janvier 2017, composé d'elle-même et des sociétés VILLAS GINKGOS IMMOS, VILLAS GINKGOS LES ALISIERS, VILLAS GINKGOS LE CLOS SAINT JEAN et VILLAS GINKGOS BONNE FONTAINE.

Les filiales VILLAS GINKGOS BELLES RIVES, VILLAS GINKGOS LES AMANDIERS, VILLAS GINKGOS LES ERABLES et VILLAS GINKGOS LES DEMEURES YONNAISES ont été intégrées au groupe au 1er janvier 2018 ; les filiales VILLAS GINKGOS LE BILOBA et VILLAS GINKGOS PROJET 3 ont été intégrées au groupe au 1er janvier 2019.

Les filiales VILLAS GINKGOS LES FIGUIERS, VILLAS GINKGOS LES LAURIERS et VILLAS GINKGOS LES OLIVIERS ont été intégrées au groupe au 1er janvier 2020.

Le sous-groupe VG n'a pas eu recours aux PGE mais a bénéficié de certains reports d'échéances de prêts entre avril et août 2020, entièrement remboursés en septembre 2020.

ALTEAME (ex-ALTITUDE Lotissement) :

La société ALTEAME a opéré en 2020 une numérisation du parcours client de manière à maintenir une activité optimale pendant les phases de confinement et de distanciation sociale. La communication de l'entreprise a été réorientée sur les médias numériques notamment les réseaux sociaux pour mieux cibler sa prospection commerciale.

Dans un souci d'optimisation de l'effort commercial, l'entreprise a mis en œuvre des mesures visant à diminuer le taux d'annulation des réservations avec succès, celui-ci ayant été divisé par 3.

ALTEAME termine une année record de signature de promesse de vente (enjeux majeurs des aménageurs) avec 12 nouvelles opérations pour 244 lots de terrains à bâtir à commercialiser dans les années à venir.

ALTEAME a souscrit à un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 774K€.

SOUS GROUPE CAP HORN :

La société Cap Horn Promotion a livré sur l'exercice :

- 1 logement collectif à Mont-Saint-Aignan, Chemin de Clères ;
- 2 logements collectifs à Bois Guillaume Rue Vittecoq.

La société Cap Horn Promotion a cédé 10 terrains situés à St Aubin Celloville sur le programme Villa Sellonis.

Les sociétés Le Havre Levis Strauss, Roncherolles, Rouen Rue Bouvreuil, Villa Tibure et Villa Cornélia (entité non consolidée) ont fait l'objet d'une dissolution amiable au cours de l'exercice 2020.

Cap Horn Promotion a cédé 249 titres de la SCCV Rouen palais des Consuls au profit de Crédit Agricole Immobilier.

Cap Horn Participations a cédé 1 titre de la SCCV Rouen Palais des Consuls au profit de Crédit Agricole Immobilier.

Cap Horn Promotion a souscrit un Prêt Garanti par l'Etat à hauteur de 1,5 millions d'euros.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés de la société ALTITUDE SAS, ci-après le « Groupe » sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France, telles que définies par le règlement 99-02 du CRC du 29/04/99.

Ils ont été établis à partir des comptes de la société ALTITUDE SAS et de ses filiales arrêtés au 31 décembre 2020 pour une période de 12 mois, sauf pour les sociétés acquises ou constituées sur l'exercice 2020.

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les filiales dont la société ALTITUDE SAS détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote ont été consolidées en intégration globale.

Les intérêts minoritaires négatifs des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont été reclassés, conformément au règlement 99-02 du CRC, dans les capitaux propres part du groupe. Si, ultérieurement, l'entreprise consolidée réalise des bénéfices, les intérêts majoritaires sont alors crédités de tous ces profits jusqu'à ce que la partie des pertes imputables aux intérêts minoritaires que le groupe avait assumé ait été totalement éliminée.

A ce titre, les pertes nettes revenant aux minoritaires du sous-groupe LINKT, soit -1 607K€ pour 2020 ont été imputées sur le résultat revenant au groupe.

Au 31 décembre 2020, le cumul de l'excédent des résultats déficitaires revenant aux minoritaires du sous-groupe Linkt et imputés sur les résultats revenant au groupe s'élève à - 3 873K€.

Le groupe ne supporte à ce jour plus aucune perte imputable aux intérêts minoritaires sur le sous-groupe AIH.

Il a été décidé de comptabiliser les subventions d'investissements en capitaux propres. En effet, les sociétés exploitant les délégations de service public bénéficient de subventions, définitivement acquises à la date d'octroi des subventions.

Les subventions d'investissements rattachées aux immobilisations amortissables sont reprises en résultat d'exploitation au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Les comptes courants des associés minoritaires de la Caisse des dépôts et Consignation dans la société Alto et d'UBS AM dans la société AITHD sont bloqués dans le cadre des financements levés sur ces entités, et sont comptabilisés en comptes courants des associés minoritaires bloqués.

Le remboursement du principal pourra commencer, pour Alto, à partir du remboursement intégral du CRFP (soit à partir de mars 2023) et, pour AITHD, à partir du remboursement intégral de la dette junior (soit au plus tard à compter de novembre 2027).

2.2 Entités ad hoc

Les entités au sein desquelles :

- (i) La société ALTITUDE SAS exerce directement ou indirectement un contrôle en substance
- (ii) La société ALTITUDE SAS bénéficie des avantages de l'entité

Sont réputées être contrôlées exclusivement par la société mère et, à ce titre, sont intégrées globalement.

2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique.

2.4 Recours à des estimations

Pour établir ses comptes la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés (2.16), les immobilisations incorporelles (2.7), les provisions (2.17) et les impôts différés (2.15).

2.5 Regroupements d'entreprises

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à la valeur d'utilité. Les biens non destinés à l'exploitation sont estimés à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement linéaire pour une durée qui dépend des conditions propres à chaque acquisition. Le détail de ces écarts d'acquisition est présenté au paragraphe 11.

Par ailleurs, en application du règlement ANC 2015-06, il a été décidé de maintenir le plan d'amortissement antérieur pour tous les écarts d'acquisition.

2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères

Les créances et dettes libellées en devises, dans un premier temps sont converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

2.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et correspondent pour l'essentiel à :

- Des concessions, brevets et droits similaires qui font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'exploitation lorsqu'elle est connue.
- Des logiciels amortis linéairement sur une durée de 12 mois.
- Des fonds de commerce.
- Des frais d'établissement : ces frais sont composés de frais d'enregistrement et ont été maintenus en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. L'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif).
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu.
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté significativement durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement.
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions.
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la

clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, nette de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par la direction opérationnelle concernée.

Dans la mesure où la valeur nette comptable est inférieure à la valeur actuelle, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Les provisions correspondant aux pertes pérennes de valeur sont irréversibles.

2.8 Délégation de service public

Différentes filiales sous contrôle exclusif sont titulaires de contrats de délégation de service public (DSP) portant sur le déploiement, l'activation et l'exploitation de réseaux départementaux très haut débit.

Ces contrats de délégation de service public font l'objet :

- D'investissements initiaux permettant l'implantation et le déploiement d'une infrastructure très haut débit. Ces investissements font l'objet d'un amortissement tel que prévu au contrat de délégation de service public ou à défaut sur la durée d'exploitation du contrat de délégation de service public.
- D'investissements pendant l'exécution du contrat de DSP. Ces investissements résultent d'une obligation contractuelle prévue dans le contrat de délégation de service public. Ils ont pour objectif de garantir la qualité du service assuré par le fermier.
- Ces investissements constituent des biens de retour qui reviennent en fin de contrat de DSP à la collectivité gratuitement pour les biens amortis et moyennant versement d'une indemnité pour les biens non amortis (correspondant à la valeur nette comptable déduction faite de la part de subvention d'investissement non reprise au compte de résultat). Le montant de ces investissements pourra évoluer, notamment à la baisse, en fonction de l'évolution du plan d'affaire de chaque contrat et sous réserve du respect de l'équilibre économique de la délégation.
- Du versement par la collectivité d'une subvention d'investissement initiale destinée à financer une quote-part de l'infrastructure. Cette subvention est reprise en résultat au même rythme que l'amortissement des investissements financés par cette subvention.

Les DSP sont amorties sur la durée du contrat.

Les durées des DSP sont les suivantes :

o Net Grand Rodez :	16 ans
o Net 55 :	12 ans
o Net 48 :	7 ans
o THD83 :	20 ans
o Vannes Agglo :	25 ans
o Résoptic :	25 ans
o Manche Fibre :	20 ans
o Doubs :	6 ans
o Eurek@ :	5 ans
o THD06 :	15 ans
o Emeraude THD :	15 ans
o THD 66 :	15 ans
o Fibre 31 :	25 ans
o Octogone Fibre :	30 ans
o Yconik :	30 ans

2.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions :	20 à 25 ans
- Agencements des constructions :	6 à 25 ans
- Installations techniques :	6 à 15 ans
- Matériel informatique :	3 ans
- Mobilier de bureau :	8 ans
- Matériel de transport :	4 ans

2.10 Contrats de location

2.10.1 Location-financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'appréciation de ces contrats sont fondés notamment sur :

- Le rapport entre la durée de location des actifs et leur durée de vie.
- Le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé.
- L'existence d'un transfert de propriété à l'issue du contrat de location.
- L'existence d'une option d'achat favorable.
- La nature spécifique de l'actif loué.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant. Aucun contrat de ce type n'a été contracté.

2.10.2 Location simple

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

2.11 Participations et autres immobilisations financières

Les participations non consolidées et les créances rattachées font l'objet d'une dépréciation si celle-ci est jugée nécessaire.

2.12 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat connu.

Une éventuelle provision pour dépréciation est constituée pour couvrir tout excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur nette de réalisation ou en l'absence de perspective d'utilisation.

En ce qui concerne les opérations à long terme de promotion immobilière, c'est la méthode de l'achèvement qui est retenue.

Par ailleurs, les coûts de commercialisation directement imputables ainsi que les charges financières sont incorporés dans le prix de revient des actifs stockés.

2.13 Valeurs mobilières de placement

Les VMP sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.14 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement est inférieure à la valeur comptable.

2.15 Impôt différé

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs, et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Au 31 décembre 2020, les déficits fiscaux du groupe fiscal et des autres sociétés du groupe n'ont pas été activés.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale.

Au 31 décembre 2020, les impôts différés sont calculés au taux de 26.5%.

Périmètre d'intégration fiscale AIH :

Au 1^{er} janvier 2009, un périmètre d'intégration fiscale au sein du groupe a été créé avec pour société mère, la société ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING.

Au 31 décembre 2019, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Altitude Infrastructure Exploitation, Altitude Infrastructure, Altitude Infrastructure Construction, Altitude Infrastructure THD, Net Grand Rodez, Doubs la Fibre, Eureka, Octogone, Calliope, Yconik, Erato, Sobo, Bara, Fuji, Ordos, Fibre 85, Fibre 21, Fibre 40, Halié, Ludinys, Menippe, Oénoé et Salmacys.

Sur l'exercice 2020, compte tenu de la cession de 5,71% de ses parts à un actionnaire minoritaire sur l'exercice 2020, la société Altitude Infrastructure THD ainsi que ses filiales Octogone, Calliope, Yconik, Erato, Sobo, Bara, Fuji, Fibre 85, Fibre 21, Fibre 40, Doubs la Fibre, Ludinys, Menippe, Oénoé et Salmacys sont sorties du périmètre d'intégration fiscale d'Altitude Infrastructure Holding au 1^{er} janvier 2020.

Périmètre d'intégration fiscale ALTO :

Au 1^{er} janvier 2018, un second périmètre d'intégration fiscale a été créé au sein du sous-groupe AIH avec pour société mère la société ALTO.

Au 31 décembre 2019, ce périmètre d'intégration fiscale intégrait les sociétés Manche Fibre, Provence Alpes Connect, THD 06, THD 83 et Vannes Agglo Numérique.

À la suite du rachat en 2019 par Alto de 9% des intérêts minoritaires de Résoptic, portant ainsi sa détention dans l'entité à 100%, Résoptic a intégré le périmètre d'intégration fiscale d'Alto au 1^{er} janvier 2020.

Contrôles fiscaux :

Au 31 décembre 2020, il n'y a pas de vérification de comptabilité en cours sur les entités du groupe et tous les litiges ou discussions en cours avec l'administration fiscale ont été levés.

2.16 Engagements envers les salariés

Les salariés du Groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme :

- Soit de versements de cotisations à des organismes indépendants (compagnies d'assurances) chargés d'effectuer le paiement de ces pensions ou indemnités ;
- Soit de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Dans une optique d'amélioration de la qualité de l'information, nous avons mis en place un calcul actuariel de notre provision pour engagements de retraite à compter de l'exercice 2019, qui prend en compte :

- La probabilité de présence dans l'entreprise du participant jusqu'à l'âge du versement de la prestation (âge de départ en retraite retenu de 65 ans) :
 - Nous avons utilisé les tables de mortalités de l'Insee pour prendre en compte les hypothèses de décès
 - Nous avons utilisé des taux de turnover spécifiques à chaque société et à trois classes d'âge différentes pour prendre en compte les hypothèses de départ du Groupe
- L'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation, basée sur le taux du marché correspondant aux taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie, soit un taux de 0,33%.

2.17 Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Compte tenu du fait qu'il existe un risque élevé, l'année suivant la livraison d'un programme immobilier, d'effectuer des travaux complémentaires, les coûts de revient des programmes tiennent compte, le cas échéant, d'une provision SAV (service après-vente).

2.18 Fournisseurs et autres créiteurs

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évalués à leur valeur nominale.

2.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- La preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- La livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- Le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété.

Les revenus provenant du déploiement d'infrastructures et ou de réseaux haut débit et très haut débit sont constatés au fur et à mesure de l'avancement des installations.

2.20 Résultat net par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par le Groupe de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le « Résultat net – Part du Groupe » par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives prorata temporis à compter de la date d'émission.

3 Périmètre de consolidation

Le tableau ci-après fournit, pour les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation des exercices présentés, les renseignements suivants :

- Le pays dans lequel elles sont constituées ;
- Le lieu de leur siège social ;
- Les pourcentages de contrôle et d'intérêt propres à chacune (différents lorsque la participation détenue par le Groupe est indirecte et fait intervenir des sociétés que celle-ci ne contrôle pas à 100%).

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Sociétés intégrées							
ALTITUDE SAS	France	379617822	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
A.EVENTS	France	829379759	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALCALA SAS	France	513079426	Mont St Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE GESTION IMMOB	France	84325683	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
ALTEAME (ex ALTITUDE LOTISSEMENT)	France	509671012	Paris (75)	90%	90%	90%	90%
IFE 1	France	878886522	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 2	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100%	100%	100%	100%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	France	431958313	Puteaux (92)	82,46%	82,46%	82,46%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100%	82,46%	100%	82,46%
AI THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	100%	77,75%	100%	82,46%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	68%	52.89%	68%	56.10%
AUXO	France	894565431	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
AZALEE (ex WIBOX)	France	509649745	Paris (75)	100%	82,46%	100%	82,46%
BARA SAS	France	834247124	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
DICE	France	894566090	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
DOUBS LA FIBRE (ex. LILLE METROPIC)	France	797446283	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
EMERAUDE THD (ex KITA SAS)	France	829012731	Carcassonne (11)	100%	52,89%	100%	56,10%
ERATO SAS	France	824388383	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
FIBRE 21 (ex KAUAI SAS)	France	831500038	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FIBRE 31 (ex.THALIA SAS)	France	824290969	Val de Reuil (27)	50,10%	38,95%	50,10%	41,32%
FIBRE 39 (ex CALLIOPE)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FIBRE 40 (ex DAULIS)	France	845170604	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
FUJI SAS	France	827720137	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
GELOS	France	894566785	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70%	57,72%	70%	57,72%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
GIE FIBR'ALSACE (ex ROSACE Déploiement)	France	819253568	St Etienne du Grès	50%	41,23%	50%	41,23%
HALIE	France	845175652	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
LA FIBRE 85 (ex LA FIBRE 78)	France	831500467	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
LETO	France	894568252	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50%	41,23%	50%	41,23%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
LUDINYS	France	845191238	Val de Reuil (27)	0%	0%	100%	82,46%
MANCHE FIBRE	France	814791554	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
MENIPPE	France	845195619	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
NET 48	France	519272520	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET 55	France	503746299	Bar Le Duc (55)	100%	82,46%	100%	82,46%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Mont Saint Aignan (76)	100%	82,46%	100%	82,46%
OCTOGONE FIBRE (ex CERES SAS)	France	822189866	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
OENOE	France	845177625	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
OUREA (*)	France	En cours d'attribution	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	0%	0%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100%	82,46%	100%	82,46%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
RESOPTIC	France	532745313	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD66 (ex HIRA SAS)	France	829010255	Perpignan (66)	100%	52,89%	100%	56,10%
THD 83 (ex NET 29)	France	519238166	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
ERBIUM (ex ROSACE Exploitation)	France	819099169	Val de Reuil (27)	50%	41,23%	50%	41,23%
SALMACIS	France	845179506	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
SOBO SAS	France	824603013	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Val de Reuil (27)	100%	52,89%	100%	56,10%
YCONIK (ex URANIE)	France	822949459	Val de Reuil (27)	100%	77,75%	100%	82,46%
CAP HORN PROMOTION	France	495163222	Isneauville (76)	75%	75%	75%	75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
ALTITUDE SENIOR	France	790258693	Paris (75)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN PARTICIPATION	France	501071542	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
CAP HORN IMMOBILIER	France	814485170	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY	France	810432757	Caen (14)	50%	37,5%	50%	37,5%
BOIS GUILLAUME RTE DE NEUFCHATEL	France	794136044	Isneauville (76)	83,60%	62,70%	83,60%	62,70%
BOIS GUILLAUME RUE VITTECOQ	France	828348458	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
BOIS GUILLAUME RUE GIROT	France	850206129	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN AVENUE CARNOT	France	877975532	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
DEVILLE LES ROUEN RTE DE DIEPPE	France	837896273	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE LA CHAUSSEE	France	824612825	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RTE DE PARIS	France	841691405	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
FRANQUEVILLE ST PIERRE RUE REPUBLIQUE	France	841691348	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE PLAINE DE LA RONCE	France	824405773	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE RTE DE NEUFCHATEL	France	808515498	Mont St Aignan (76)	100%	75%	100%	75%
ISNEAUVILLE VASCO GAMA	France	841659840	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
LE HAVRE RUE CLS	France	793758863	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
MESNIL ESNARD ROUTE DE PARIS	France	824073498	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MESNIL ESNARD RUE PASTEUR	France	824260251	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA AUGUSTE BORGNET	France	791771314	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA CHEMIN DE CLERES	France	525165700	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
MSA RTE HOUPEVILLE	France	837833714	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RENELLE	France	529791311	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
RONCHEROLLES ROUTE DE PREAUX	France	501319933	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ROUEN PALAIS DES CONSULS	France	832139026	Isneauville (76)	75%	56,25%	100%	75%
ROUEN RUE DE LA MARE DU PARC	France	850206020	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ROUEN RUE BOUVREUIL	France	794652842	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
ROUEN RUE GENERAL LECLERC	France	835203688	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
PROJET 47	France	843655358	Paris (75)	100%	100%	100%	100%
SELLONIS	France	533319539	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%

Dénomination et formes sociales	Pays	N° SIREN	Siège social	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
SENTE DES FORRIERES	France	502756265	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
ST LEGER DU BOURG DENIS	France	831612833	Isneauville (76)	100%	75%	100%	75%
VILLA TIBURE	France	515090165	Isneauville (76)	0%	0%	100%	75%
LINKT	France	815109467	Puteaux (92)	100%	87,95%	100%	87,95%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	87,95%	87,95%	87,95%	87,95%
LINKT PRESTATIONS	France	831478375	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.1 (ex. LINKT 1)	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.2 (ex. LINKT 2)	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
Projet 3.3 (ex. LINKT 3)	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100%	87,95%	100%	87,95%
VILLA GINKGOS-BVCS	France	529461923	Château d'Olonne (85)	58,42%	58,42%	58,42%	58,42%
VILLA GINKGOS-BELLES RIVES	France	819969882	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-GINKGOS IMMO	France	804166635	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LES ALISIERS	France	791122583	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LES AMANDIERS (ex Projet 1)	France	833354681	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LE BILOBA (ex Projet 2)	France	844259846	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-LES ERABLES	France	832113328	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS - LES FIGUIERS	France	879781128	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS - LES LAURIERS	France	879750925	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS - LES OLIVIERIS	France	879781177	Château d'Olonne (85)	100%	58,42%	100%	58,42%
VILLA GINKGOS-PROJET 3	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100%	58,42%	100%	58,42%

(*) Filiale d'Altitude Infrastructure Construction en cours d'immatriculation au RCS d'Evreux au 31 décembre 2020.

Les filiales du groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle (ERBIUM, GIE FIBR'ALSACE, LOSANGE DEPLOIEMENT, LOSANGE EXPLOITATION et BOIS GUILLAUME PARC DE HALLEY) ou de l'intégration globale.

4 Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Infrastructure	203 730	187 553
Services Télécoms	27 477	11 964
Aménagement / Lotissement	3 224	3 089
Promotion immobilière	980	11 035
Résidences gérées	5 348	5 093
Autres	877	1 125
Total	241 637	219 859

5 Autres produits

Les autres produits se décomposent ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Production immobilisée intragroupe	222 610	96 316
Production immobilisée	19 814	16 426
Production stockée	14 978	11 665
Subventions d'exploitation	29	22
Transferts de charges d'exploitation (*)	9 599	1 142
Autres produits	79	262
Total Autres produits d'exploitation	44 499	29 518

(*) dont 6 820k€ de frais liés aux opérations capitalistiques et de financement sur AITHD transférés en charge à répartir.

La production immobilisée intragroupe correspond au réseau constituant une construction à soi-même à l'échelle du groupe.

Pour 2020, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 74 060K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 37 046K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 40 pour 36 594K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Yconik pour 30 947K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Fibre 21 pour 13 647K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP THD 66 pour 3 309K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Fibre 31 pour 4 965K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Manche Fibre pour 5 501K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP Emeraude THD pour 2 356K€ ;
- Des raccordements, aménagements d'hébergement dans les NRO et licences SI facturés par AIE à la DSP THD 66 pour 1 961K€ ;
- De la construction du backbone par Linkt pour 834K€.

Pour 2019, il s'agit principalement :

- Du réseau construit par le GIE Fibre 31 Déploiement et facturé à la DSP Fibre 31 pour 51 266K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Octogone Fibre pour 21 287K€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP THD 66 pour 4 996€ ;
- Du réseau construit par AIC et facturé à la DSP Manche Fibre pour 4 740K€ ;
- De la construction du backbone par Linkt pour 827k€.

6 Personnel

6.1 Effectifs

L'effectif du Groupe au 31 décembre 2020 s'élève à 985 salariés contre 906 au 31 décembre 2019.

6.2 Charges de personnel

Les charges de personnel incluses dans le résultat d'exploitation recouvrent les éléments indiqués ci-après :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et traitements	43 734	36 152
Charges sociales	17 301	13 990
CICE		0
Total	61 036	50 142

Au 31 décembre 2020, le taux moyen de charges sociales s'établit à 40% contre 39% au 31 décembre 2019.

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux s'élève à 291 K€.

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations incorporelles	-13 295	-8 280
Immobilisations mises en concession	-8 327	-6 450
Immobilisations corporelles	-4 779	-3 987
Subventions d'investissement reprises en résultat	1 671	2 367
Total des dotations aux amortissements [A]	-24 730	-16 351
Engagements envers les salariés	-136	950
Provisions pour risques et charges	5	-1 284
Total des dotations aux provisions [B]	-130	-334
Total des dotations nettes hors actifs circulants [C = A+B]	-24 861	-16 685
Stocks	290	46
Clients et autres actifs circulants (*)	-1 205	-142
Total des dotations à l'actif [D]	-916	-95
Total [E = C+D]	-25 776	-16 781

(*) Dont 974 K€ de dotations aux provisions sur charges à répartir relatives aux frais et charges supportées par AITHD sur l'opération de levée de fonds (charges réparties sur la durée de l'emprunt)

8 Résultat financier

Le résultat financier se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur cession de VMP		
Intérêts compte à terme	10	3
Intérêts comptes courants filiales non consolidées	1413	909
Reprise dépréciation C/C liquidables		
Autres produits financiers	303	137
Reprise provision VMP / titres		11
Total Produits	1 726	1 059
Intérêts sur emprunts	-6 203	-3 612
Intérêts compte courant hors groupe	-507	-503
DAP sur VMP		
DAP sur titres hors groupe	0	0
Autres dotations financières	-0	-35
Autres charges financières	-1 212	-869
Total Charges	-7 923	-5 018
Résultat financier	-6 201	-3 960

9 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur exercices antérieurs	182	476
Produit de cessions d'actifs incorporels et corporels	518	9 170
Produit de cessions de titres de participation (2)	45 328	212
Reprise dépréciation des immobilisations		
Résultat consolidé des sociétés liquidées et déconsolidées	0	
Reprise dépréciation des créances clients et comptes courants	0	
Reprise provision pour risques et charges	611	5
Reprise dépréciations autres créances		15
Reprise subventions d'investissements	41	378
Autres produits exceptionnels	2 846	27 941
Transfert de charges		
Total Produits	49 526	38 197
Charges sur exercices antérieurs	-1 688	-1 480
Autres charges exceptionnelles (*)	-1 088	-6 808
Valeur nette comptable des cessions d'actifs incorporels et corporels	-3 290	-6 972
Valeur nette comptable des titres cédés	282	-114
Dotation aux provisions exceptionnelles		-700
Dépréciation des créances clients et comptes courants	-313	0
Dépréciation exceptionnelle des autres créances		-843
Dépréciation exceptionnelle des immobilisations	-47	-63
Total Charges	-6 144	-16 980
Résultat exceptionnel	43 383	21 217

(*) En 2019, inclus 1 943 K€ d'honoraires exceptionnels sur le sous groupe AIH concernant des projets de croissance n'ayant pas abouti

(2) La plus value de cession sur la vente de 5,71% des titres AITHD par AIH est de 45 615K€ (prix de cession de 45 126K€ et quote part de situation nette cédée de -488K€)

10 Impôts sur les résultats

10.1 Charge d'impôt

10.1.1 Détail de la charge d'impôt

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Impôt courant	-14 702	-7 318
Impôt différé	-64	-444
Charge ou (produit) réel d'impôt	-14 766	-7 762

10.1.2 Taux effectif d'impôt

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition :	38 027	25 020
Impôt sur le résultat :	14 766	7 762
Résultat net avant impôt et amortissements des écarts d'acquisition :	52 793	32 781
Taux effectif d'imposition :	28%	24%

10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au « résultat des activités poursuivies » avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 28 % en 2020 s'établit comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	38 027
Charge d'impôt	14 766
Résultat avant impôt	52 793
Taux d'imposition du Groupe	28%
Charge d'impôt théorique	14 782
Augmentation / réduction de la charge d'impôt résultant de :	
- différences permanentes	303
- Déductions / réintégrations diverses	53
- Dépréciations comptes courants / titres	-407
- Retraitement DSP	13
- Cessions internes de titres	-11 051
- Dividendes - quote part de frs et charges	145
- Ecritures de consolidation non fiscalisées	355
- Dépréciations fonds commercial	13
- Consommations des déficits fiscaux non activés / déficits non activés	8 820
- Crédits d'impôt / Mécénat	-19
- Contribution sociale	421
- Imposition - variation de taux	63
- Imposition - taux réduit	1 275
- Divers	1
Charge réelle d'impôt	14 766

10.2 Actifs et Passifs d'impôts différés

La variation des Actifs et Passifs d'impôts différés s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Mouvements de l'exercice				31/12/2020
		Entrée de périmètre	Autres	Déconsolidation	Charge / Produit au compte de résultat	
Actifs d'impôts différés	1 180				-64	1 116
Passifs d'impôts différés	0					
Actif / (Passif) net	1 180	0	0	0	-64	1 116

11 Goodwill net

L'évolution des Goodwill s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Mouvements de l'exercice			31/12/2020
		Var° taux d'intérêt	Entrée de périmètre	Dotation	
Goodwills bruts	2 390				2 390
Amortissements	-890			-134	-1 024
Goodwills nets	1 500			-134	1 366

Le rachat par la société Alto à la Caisse des dépôts et consignation des parts de la société THD83 a engendré, sur 2017, un écart d'acquisition de 665k€, amorti sur la durée de la DSP à savoir 15 ans (solde au 31/12/2020 : 487k€ net)

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'Alto dans la société Résoptic a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 150k€, amorti sur la durée de vie résiduelle de la DSP soit 19 ans (solde au 31/12/2020 : 142k€).

En 2019, la hausse du pourcentage d'intérêt d'AITHD dans la société Alto a engendré la constatation d'un écart d'acquisition de 237k€, amorti sur une durée de 14 ans à compter du 01/01/2020 (solde au 31/12/2020 : 220k€).

12 Immobilisations incorporelles nettes

La variation des immobilisations incorporelles se décompose ainsi qu'il suit :

<i>En milliers d'euros :</i>	31/12/2019	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2020
Frais de recherche & développement							
Concessions, brevets & droits similaires	1 773	166			30		1 968
Logiciels	309	569			24		902
Fonds commercial	169	10 913					11 083
Frais établissement							
Autres immobilisations incorporelles	45 176	29 432			268		74 876
Immobilisations incorporelles en cours	4 915	10 213	-563		-2 225		12 340
Total Immobilisations incorporelles	52 342	51 293	-563		-1 904		101 168
Amt/Dép. frais de rech. & développ.							
Amt/Dép. conc, brevets & dts similaires	-816			-220			-1 036
Amt/Dép. logiciels	-282			-348			-629
Amt/Dép. fonds commercial *	-329			-47			-376
Amt/Dép. frais établissement							
Amt/Dép autres immobilisations incorp.	-8 243			-12 727			-20 969
Total Amt/dép. immos incorporelles	-9 669			-13 342			-23 011
Total Valeur Nette	42 673	51 293	-563	-13 342	-1 904		78 157

DAP exploitation -13 295

DAP exceptionnelle -47

* Le fonds commercial de la société ALTEAME est déprécié sur 10 ans.

13 Immobilisations mises en concession

La variation des immobilisations mises en concession se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2020
DSP Net Grand Rodez	7 078	42			101		7 222
DSP Net 55	13 105		-13 105				0
DSP Net 48	0						0
DSP THD 83	14 317	476					14 793
DSP Resoptic	11 463	1 005					12 468
DSV Vannes Agglo	17 935	1 052					18 987
DSP Manche Fibre	17 227	6 852	-23		2 224		26 280
DSP Doubs la Fibre	11						11
DSP THD 06	2 538	781			1 181		4 501
DSP PACT	2 430		-2 414				16
DSP Eureka							
DSP Emeraude THD	1 959	2 916			2 207		7 083
DSP THD 66	5 030	1 128			3 940		10 098
DSP Octogone Fibre	5 430	2 901			13 802		22 133
DSP Yconik		4 179					4 179
DSP Fibre 31	21 553	7 453			42 974		71 980
Total Immobilisations mises en concession	120 077	28 786	-15 543		66 429		199 750
Amt/Dép. DSP Net Grand Rodez	-5 461			-586			-6 048
Amt/Dép. DSP Net 55	-12 775		12 863	-89			0
Amt/Dép. DSP Net 48	0						0
Amt/Dép. DSP THD 83	-4 836			-868			-5 704
Amt/Dép. DSP Resoptic	-3 025			-556			-3 581
Amt/Dép. DSP Vannes Agglo	-3 596			-848			-4 443
Amt/Dép. DSP Manche Fibre	-1 787		23	-1 846			-3 611
Amt/Dép. DSP Doubs la Fibre	-8			-2			-10
Amt/Dép. THD 06	-113			-265			-377
Amt/Dép PACT	-445		435	-3			-13
Amt/Dép Eureka	0						0
Amt/Dép Emeraude THD	-3			-371			-374
Amt/Dép THD 66	-3			-684			-687
Amt/Dép Octogone Fibre	0			-311			-311
Amt/Dép Yconik				-109			-109
Amt/Dép Fibre 31	-662			-1 789			-2 451
Total Amt/dép. immobilisations mises en concession	-32 714		13 321	-8 327			-27 720
Total Valeur Nette	87 363	28 786	-2 221	-8 327	66 429		172 030

DAP exploitation -8 327
DAP exceptionnelle

14 Immobilisations corporelles nettes

La variation des immobilisations corporelles se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Acqui- sitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Autres	Mouvements de périmètre	31/12/2020
Constructions	2 704	5 592	-152				8 145
Terrain	70	434					504
Agencements sur terrain							
Installat° tech, matériel & outillage	15 752	10 412	-27		672		26 808
Matériel de transport	2 198	1 831	-503		436		3 962
Immobilisations corporelles en cours	105 255	218 656	-86		-65 897		257 928
Autres immobilisations corporelles	13 561	3 195	-750		116		16 121
- Dont en crédit bail	2 972						2 972
Total Immobilisations corporelles	139 540	240 120	-1 519		-64 673		313 469
Amt/Dép. constructions	-1 564		147	-266			-1 684
Amt/Dép. agencement sur terrain	0						0
Amt/Dép. install tech, mat & outill.	-6 017		27	-1 506			-7 496
Amt/Dép. Matériel de transport	-1 275		364	-2 035			-2 946
Amt/Dép. autres immobilisations	-7 101		476	-972	12		-7 585
- Dont en crédit bail	-2 961						-2 961
Total Amt/dép. immobilisations	-15 957		1 014	-4 779	12		-19 710
Total Valeur Nette	123 583	240 120	-505	-4 779	-64 661		293 759
			D.A.P exploitation	-4 779			
			D.A.P exceptionnelle	0			

Les immobilisations corporelles en cours correspondent à l'acquisition de réseau et ont donc vocation à basculer dans la catégorie immobilisations en concession au moment de la mise en service.

15 Immobilisations financières nettes

En milliers d'euros	31/12/2019	Mouvements de l'exercice				31/12/2020
		Augmen- tation	Rembour- sement	Cession	Reclasse- ment	
Titres de participation non consolidés	29 505	-	-	-	-	29 504
Far East	17 000					17 000
TV76	160					160
NET27	2 800					2 800
Net 67	1 000					1 000
Net 64	800					800
Net Bourgogne	1 000					1 000
Altitude Wireless	2 250					2 250
Losange	10					10
Connectic 39	570					570
Sem Innovance	5					5
Rosace	909					909
Net Aveyron	3 000					3 000
Dépréciation des titres de participation	- 14 420					- 14 420
Créances rattachées à des participations	1					1
Prêts et autres immobilisations financières	26 312	8 958	- 19	5	0	35 246
Immobilisations financières nettes	41 397	8 958	-19	-5	0	50 330

Les titres de participation non consolidés correspondent à :

- La détention de 19% de la société Connectic 39 pour une valeur de 570 K€. Ces titres sont dépréciés à 100% au 31/12/2020.
- La détention de 8% de la société ROSACE pour une valeur nette comptable de 909k€.
- La détention de 1% de la société SEM INNOVANCE pour une valeur nette comptable de 5K€.
- La détention de 100% de la société Far East (17.000 K€). Les comptes de la société Far East sont établis dans le référentiel IFRS. La valeur des titres au bilan reflète bien la valeur économique de cette participation (dépréciation de 3M€ au 31/12/2020). Far East ne bénéficie d'aucune garantie de la part d'Altitude.
- La détention par la société ALCALA de 10,81% de TV 76 pour 160K€
- La déconsolidation des sociétés liquidées et dépréciées à 100% au 31/12/2020.
- La détention de 9.9% de la société LOSANGE pour une valeur nette comptable de 10K€.

Les prêts et autres immobilisations financières correspondent majoritairement aux gages espèces versés par AITHD au profit des prêteurs de Fibre 31, Losange et Alto.

16 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement

16.1 Stocks et encours

En milliers d'euros	Brut	Provisions	31/12/2020	31/12/2019
Encours de production	43 879	0	43 879	28 053
Marchandises	21 078		21 078	27 545
Produits finis	406		406	1 078
Total	65 363	0	65 363	56 676

Les encours correspondent à des terrains, des opérations d'aménagement de lotissement en cours ainsi qu'aux ventes en l'état futur d'achèvement de l'activité de promotion.

Les stocks de marchandises comprennent pour l'essentiel du matériel et des fournitures à installer sur le réseau : câbles, boîtes, fourreaux, chambres et trappes, SRO, tiroirs.

16.2 Créances et dettes d'exploitation

Toutes les créances et dettes d'exploitation sont à échéance à moins d'un an.

16.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation

Les autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Etat, impôt sur les bénéfices	1 269	1 318
Créances fiscales hors IS	60 564	42 483
Autres créances	28 742	7 658
Compte courant Far East	4 528	3 678
Comptes courants filiales non consolidées	26 021	20 408
Charges à répartir	6 504	839
Charges constatées d'avance	23 958	2 340
Total	151 586	78 723

Toutes les autres créances d'exploitation sont à échéance à moins d'un an, à l'exception des charges à répartir pour lesquelles 5 349K€ sont à échéance à plus d'un an.

Les autres dettes se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2020	31/12/2019
Dettes fiscales et sociales	81 505	49 653
Impôt différé passif		0
Comptes courants filiales non consolidées	7 652	3 164
Autres dettes	15 912	9 790
Produits constatés d'avance	72 387	23 159
Total	177 456	85 766

17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation
Valeurs mobilières de placement	11 265	20 760	-9 495
Disponibilités	303 255	172 718	130 536
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	314 520	193 479	121 042
Concours bancaires courants	-2 302	-1 179	-1 123
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette	312 218	192 300	119 918

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation
VMP - Equivalent de trésorerie	7 292	16 787	-9 495
VMP - Actions propres à attribuer	3 973	3 973	0
Total brut	11 265	20 760	-9 495
Dépréciation VMP		0	0
Total net	11 265	20 760	-9 495

Les disponibilités consolidées peuvent être distinguées en 2 catégories :

- Les disponibilités comptabilisées dans les comptes d'Altitude, d'une de ses filiales consolidées par intégration globale, des GIE, ou Joint-Ventures consolidés proportionnellement (disponibilités corporate).
- Les disponibilités dont disposent les sociétés de projet faisant l'objet d'un financement structuré sans recours actionnaire, qui constituent ainsi une trésorerie spécifiquement dédiée au projet (disponibilités projet).

En k€	31/12/2020	31/12/2019
Disponibilités corporate	255 526	121 541
Disponibilités projet	47 728	51 178
Total disponibilités	303 255	172 718

En k€	31/12/2020	31/12/2019
VMP corporate	6 856	16 351
VMP projet	436	436
Total VMP - Equivalent de trésorerie	7 292	16 787

18 Capitaux propres consolidés

Au 31 décembre 2020, le capital social est fixé à 513 K€ divisés en 512 911 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

19 Provisions

Le tableau de variation entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2019	Évolution			31/12/2020
		Dotation	Autres mouvements	Reprises	
Provision pour risques et charges	4 083	2 085	0	-708	5 460
Provision pour litiges	985	0			985
Provision pour perte de contrat	3		0	-3	0
Ecart acquisition	341			-85	256
Avantages au personnel	335	163		-27	471
Total Provisions	5 748	2 248	0	-824	7 172
Dont exploitation		869		-739	
Dont exceptionnel					
Dont reprise écart acquisition				-85	
Dont provision charges AGA (contrepartie charges de personnel)		1 379		0	

L'écart d'acquisition correspond à la hausse du pourcentage de 99,99% de la société RESOLUTION en 2013. Cet écart d'acquisition passif est repris sur 10 ans.

20 Emprunts bancaires et passifs financiers

Au 31 décembre 2020, la décomposition des emprunts se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2020	Échéance du nominal :			31/12/2019
		- de 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts bancaires	551 087	137 589	293 891	119 607	336 087
Autres emprunts	320	0	320		1 002
Concours bancaires courants	2 302	2 302			1 179
Intérêts courus sur emprunts	152	152			101
Total :	553 861	140 043	294 211	119 607	338 369

(en milliers d'euros)	31/12/2019	Souscription	Remboursement	Sortie périmètre	31/12/2020
Emprunts bancaires	336 087	258 272	-43 272		551 087
Autres emprunts	1 002	0	-682		320
Intérêts courus sur emprunts	101	51			152
Total :	337 190	258 323	-43 954	0	551 559

Par ailleurs, la dette bancaire consolidée se décompose en une dette bancaire structurée, contractée dans les sociétés de projet et sans recours actionnaire (ci-après la « dette bancaire projet ») d'une part, et d'une dette bancaire classique, contractée dans la holding ou les filiales industrielles (ci-après la « dette bancaire corporate ») d'autre part.

Au 31 décembre 2020, la dette bancaire se présente ainsi :

En k€	31/12/2020	31/12/2019
Dette projet sans recours actionnaire	378 500	211 960
Dont Alto	89 944	82 343
Dont Fibre 31	179 387	103 191
Dont Octogone Fibre	69 381	26 426
Dont Yconik	39 738	
Dont autres	49	
Dette corporate	175 361	126 408
Total emprunts bancaires et passifs financiers	553 861	338 369

21 Engagements hors bilan

Engagements donnés

ALTEAME (ex ALTITUDE LOTISSEMENT)

ALTEAME a accordé des garanties financières à la BNP et au Crédit Agricole sur 5 opérations pour un montant total de 1 362 K€ jusqu'à l'achèvement des travaux avec engagement de consentir une hypothèque de premier rang sur les biens non vendus à la première demande.

ALTEAME a accordé des garanties à première demande à la BNP et au Crédit Agricole sur 4 opérations pour un montant total de 169 K€.

Nantissement au premier rang du fonds de commerce d'Altitude Lotissement dans le cadre d'un crédit de 480 K€ arrivant à échéance en février 2021.

LINKT Holding et ses filiales

Convention de nantissement du fonds de commerce de la société LINKT à hauteur de 50 M€ dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes du contrat de crédit de 50 M€ en date du 19/09/2018 entre LINKT et les Banques.

Villas Ginkgos

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 222 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 6, avenue de l'avenir à Saint Jean de Monts (85160) chez la société Ginkgos Immo.

Privilège de prêteur de deniers pour le prêt de 280 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition d'un immeuble d'exploitation sis 53, avenue René Coty à Château d'Olonne (85180) chez la société Ginkgos Immo.

Hypothèque conventionnelle pour le prêt de 178 K€ auprès de la BECM pour l'acquisition de locaux sis 22 rue Castelnau à La Roche sur Yon (85000) chez la société Ginkgos Immo.

La société Villas Ginkgos Le Biloba s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de chaque investisseur les lots constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Le Biloba à Bourges.

La société Villas Ginkgos Les Amandiers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Les Amandiers à Mont de Marsan.

La société Villas Ginkgos Les Erables s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Les Erables à Rouen.

La société Villas Ginkgos Les Oliviers s'est engagé à prendre à bail commercial auprès de l'investisseur les lots et locaux professionnels communs constituant la résidence séniors Villas Ginkgos Les Oliviers à Toulouse.

La société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises a contracté un bail en l'état futur d'achèvement relatif aux locaux de la résidence sise à la Roche sur Yon. Le bail prendra effet à la date de constatation de l'achèvement des biens loués.

CHP et ses filiales

Cautionnement donné par le Crédit Agricole pour le compte de Cap Horn Promotion portant sur une indemnité d'immobilisation d'un montant de 36 K€.

Cautionnement donné par la BNP pour le compte de Cap Horn Promotion portant sur une indemnité d'immobilisation d'un montant de 76 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE à la BNP portant sur une garantie financière d'achèvement d'un montant de 5 651 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV ISNEAUVILLE ROUTE DE NEUFCHATEL à la BNP portant sur un refinancement partiel du foncier d'un montant de 360 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV MSA ROUTE D'HOUPEVILLE à la BNP portant sur un financement partiel du foncier d'un montant de 1 050 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV ROUEN RUE DU GAL LECLERC à la BNP portant sur un refinancement partiel du foncier d'un montant de 675 K€.

Cautionnement solidaire donné par Cap Horn Promotion avec la SCCV SAINT LEGER DU BOURG DENIS à la BNP portant sur un financement partiel du foncier d'un montant de 269 K€.

Privilège de prêteurs de deniers donné par la SCCV ROUEN PALAIS DES CONSULS relative au prêt accordé par le Crédit Agricole d'un montant de 11 000 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV ROUEN RUE DU GAL LECLERC relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 675 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV SAINT LEGER DU BOURG DENIS relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 269 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV MSA ROUTE D'HOUPEVILLE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 1 050 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR relative au prêt accordé par le Crédit Agricole d'un montant de 3 360 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV DLR ROUTE DE DIEPPE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 800 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV FSP LA CHAUSSEE relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 700 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV ISNEAUVILLE ROUTE DE NEUFCHATEL relative au prêt accordé par la BNP d'un montant de 1 802 K€.

Promesse d'affectation hypothécaire donnée par la SCCV ISNEAUVILLE VASCO DE GAMA relative au prêt accordé par le Crédit Agricole d'un montant de 252 K€.

AIH et ses filiales

Nantissements :

Nantissement de compte à terme en contre garantie d'une garantie à première demande émise par le Crédit Agricole au bénéfice du Groupement des prêteurs ALTO pour 1 000K€.

Cautions solidaires :

Cautions solidaires émises en faveur du Crédit Agricole dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs ALTO pour 13 500K€.

Cautions solidaires émises en faveur de la Caisse d'Epargne dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 23 860K€.

Cautions solidaires émises en faveur de LCL dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000K€.

Cautions solidaires émises en faveur du CIC dans le cadre de l'émission d'une garantie à première demande au profit du Groupement de prêteurs Octogone Fibre pour 10 000K€.

Garantie reçue au titre du Fonds National de Garantie RHB (renforcement de haut de bilan) à hauteur de 80% et 60% sur deux prêts accordés par BPI à AIH, pour un montant total de 2 194K€ (encours des prêts au 31/12/2020 de 2 225K€).

Engagements reçus

LINKT Holding et ses filiales

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Puteaux le 11/08/2017 sur une durée de 10 ans pour un montant de 260 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Lesquin le 01/02/2018 pour un montant de 84 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Saint Herblain le 07/07/2020 pour un montant de 42 K€.

Garantie autonome à première demande délivrée par une banque dans le cadre d'un bail commercial à Ecully le 27/08/2020 pour un montant de 45 K€.

Deux délégations d'assurances « Homme Clé » pour un montant total de 7 M€ ont été souscrites dans le cadre du contrat de prêt de 50 M€.

Caution reçue par la société LINKT HOLDING à hauteur de 25 K€ pour un contrat cadre réalisé avec la société SFR.

Caution délivrée par une banque à hauteur de 15K€ dans le cadre d'un contrat réalisé avec la société Lufthansa Airplus.

Garantie autonome à première demande délivrée par la société LINKT HOLDING dans le cadre d'un bail commercial à Mont-Saint-Aignan pour un montant maximum de 430 K€.

Villas Ginkgos

La société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises a reçu de la Société Générale une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la société Partenaires Génération 2 (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Erables a reçu du Crédit Agricole une garantie à hauteur de 1 000 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution du bail commercial entre la société SCI Rouen Consuls (le bailleur) et la société Villas Ginkgos Les Erables (le locataire).

La société Villas Ginkgos Les Amandiers a reçu de la SOCFIM une garantie à hauteur de 1198 K€ afin de garantir le versement de toutes sommes dues en exécution de la convention de gestion entre la société SCCV MONT DE MARSAN DUPARC (le promoteur) et la société Villas Ginkgos Les Amandiers (l'exploitant).

CHP et ses filiales

Cautionnements reçus du CIC pour un montant total de 61 K€ au profit de CAP HORN PROMOTION.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 2,7 K€ au profit de la SCCV Bois Guillaume - Rue Vittecoq.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 66 K€ au profit de la SCCV ISNEAUVILLE VASCO DE GAMMA.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 91 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 2 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 23,8 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de Crédit Agricole Normandie Seine pour un montant de 5,4 K€ au profit de la SCCV DEVILLE LES ROUEN ROUTE DE DIEPPE.

Cautionnement reçu de BTP BANQUE pour un montant de 247 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de EULER HERMES pour un montant de 43 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de la BNP pour un montant de 4 K€ au profit de la SCCV FRANQUEVILLE SAINT PIERRE LA CHAUSSEE.

Cautionnement reçu de ATRADIUS pour un montant de 147 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

Cautionnement reçu du Crédit du Nord pour un montant de 22 K€ au profit de la SCCV MESNIL ESNARD RUE PASTEUR.

AIH et ses filiales

Engagements financiers liés à la construction et l'exploitation du réseau :

Caution donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Net Grand Rodez au profit du concédant Communauté d'agglomération Grand Rodez pour un montant de 100K€.

Caution donnée par un établissement financier pour le compte de Vannes Agglo Numérique au profit de la communauté d'agglomération de Vannes pour un montant de 400K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 83 au profit de Toulon Provence Méditerranée pour un montant de 200K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de la société Doubs au profit du syndicat mixte Doubs très haut débit pour un montant de 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Manche Fibre au profit du concédant Syndicat Mixte Manche Numérique pour 4 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Resoptic au profit du concédant Communauté de Communes Rives de Moselle pour 400K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit du concessionnaire Losange pour 10 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Losange pour 1 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit de la Région Grand-Est pour 2 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit de la Région Alsace pour 4 075K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Losange Déploiement au profit d'Euler Hermès pour 15 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de AIC au profit du concessionnaire Rosace pour 2 500K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte d'AIE au profit du concessionnaire Rosace pour 1 343K€, et faisant l'objet d'une contre garantie reçue de NGE à hauteur de 50%.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de Fibre 31 Déploiement au profit du SMO Haute-Garonne Numérique pour 13 900K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 06 au profit du concédant Sictiam pour 1 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Emeraude THD au profit du concédant Syaden pour 2 000K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte de La Fibre 85 au profit du GIP Vendée Numérique pour 972K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire Octogone Fibre au profit du SMO Tarn et Garonne Numérique pour 7 640K€.

Garantie donnée par un établissement financier pour le compte du concessionnaire THD 66 au profit du Département des Pyrénées Orientales pour 3 000K€.

22 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

ALTITUDE SAS :

ALTITUDE a modifié son siège social en date du 11/01/2021 passant du 75 Boulevard Haussmann PARIS 8 au 23 Rue de l'Arcade PARIS 8.

AIH et ses filiales :

Avenants

Deux avenants aux contrats de DSP ont été signés avec les collectivités et validés en Préfecture en ce début d'année 2021.

Ainsi, THD66 a pu signer un avenant avec le département des Pyrénées-Orientales, prévoyant une extension du périmètre de travaux et la prolongation de la DSP de 3 ans. Manche Fibre, société titulaire du contrat de DSP d'affermage sur le département, a signé avec le syndicat mixte Manche Numérique un avenant clé dans le développement de la DSP qui permet de sécuriser des financements pour la collectivité et qui allonge la durée du contrat de 6 ans.

Nouveaux marchés

AITHD a conclu un accord avec la communauté de communes de Niederbronn, dans le Bas-Rhin, pour la construction, l'exploitation et la commercialisation de 10 000 prises environ, qui constitue un réseau privé (pas de retour prévu à la collectivité).

Développement

Dans les derniers jours du mois de mars 2021, AITHD a ouvert son capital à un second actionnaire minoritaire, Swiss Life Asset Management, qui prend 4,55% du capital et s'engage à effectuer d'ici la fin de l'année 2022 des investissements complémentaires sous formes primaire et secondaire.

L'entrée de ce nouvel actionnaire, en plus d'UBS AM, est une marque supplémentaire de la solidité du business model d'AITHD et permet de conforter la stratégie de conquête et de développement du groupe Altitude Infra.